

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 30 JUIN 2013

ALTRAN TECHNOLOGIES

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 87 342 746 euros

Siège social : 54/56 avenue Hoche - 75008 Paris R.C.S Paris B 702 012 956 – Code APE : 7112B



SOMMAIRE

A.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	2
	1. Faits marquants	2
	2. Performance du Groupe	3
	3. Performances sectorielles	11
	4. Evènements post-clôture	19
	5. Perspectives	19
В.	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	20
C.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	75
D.	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	77



A. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL.

1. FAITS MARQUANTS

Le groupe a finalisé l'acquisition d'IndustrieHansa, un acteur majeur du conseil et de l'ingénierie en Allemagne, début février 2013. Pour financer cette acquisition, le groupe a contracté, le 29 janvier 2013, une ligne de crédit d'un maximum de 150 millions d'euros exclusivement destinée aux opérations de croissance externe (y compris le refinancement de l'endettement des entreprises acquises) réalisées par Altran Technologies ou une de ses filiales, avec un groupe de banques comprenant Société Générale, BNP Paribas, Natixis et le Crédit Agricole Ile-de-France.

Les éléments bilanciels apportés par IndustrieHansa sont en cours d'analyse. Le montant du goodwill actuellement reconnu dans les comptes semestriels est provisoire.

Le 4 avril 2013, le groupe annonçait sa décision de procéder au remboursement anticipé des 29 504 376 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles (OCEANE) émises le 18 novembre 2009 et encore en circulation au 31 mars 2013.

Les porteurs obligataires ont majoritairement opté pour l'option de conversion en action ce qui a conduit le groupe à procéder à une augmentation de capital de 29 018 993 actions d'une valeur nominale de 0,5€ assortie d'une prime d'émission de 3,88€, ce qui a permis une réduction de son endettement net de 120 millions d'euros et le renforcement de ses fonds propres.

L'assemblée générale mixte qui s'est réunie le 28 juin 2013 a adopté la résolution proposée au vote relative à la distribution de 9 centimes d'euros par action prélevée sur le compte de prime d'émission.



2. PERFORMANCE DU GROUPE

Compte de résultat consolidé

En millions d'euros	Juin 2013	Juin 2012*
Chiffre d'affaires	809.2	732.6
Autres produits de l'activité	14.5	12.3
Produits des activités ordinaires	823.7	744.9
Résultat opérationnel courant	50.1	55.7
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	(23.1)	(2.4)
Dépreciation des écarts d'acquisition	0.0	0.0
Résultat opérationnel	27.0	53.3
Coût de l'endettement financier net	(4.2)	(9.0)
Autres produits financiers	1.8	3.1
Autres charges financières	(1.8)	(2.2)
Charge d'impôt	(7.7)	(12.4)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	15.1	32.8
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	0.0	(2.4)
Résultat net	15.1	30.4
Intérêts minoritaires	(0.0)	(0.1)
Résultat net groupe	15.1	30.3
Résultat par action	0.10	0.21
Résultat dilué par action	0.10	0.21

^{*} Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

Altran affiche un solide 1er semestre 2013 avec une croissance affichée de 10,5 % de son chiffre d'affaires qui s'établit à 809,2 millions d'euros contre 732,6 millions d'euros au 1er semestre 2012.



La croissance organique (à périmètre constant) s'établit à 1,1 % et la croissance économique (à périmètre, taux de change et nombre de jours ouvrés constants) s'élève à 2,7 %.

Cette croissance affichée significative s'explique d'une part du fait de la consolidation du chiffre d'affaires du groupe IndustrieHansa depuis le 1^{er} février 2013 et, d'autre part, par la croissance organique soutenue à l'international (+5,6%).

La rentabilité opérationnelle courante du Groupe s'élève à 50,1 millions d'euros soit 6,2 % du chiffre d'affaires contre 55,7 millions d'euros et 7,6 % en 2012. Ce niveau de profitabilité s'explique en grande partie par le nombre de jours ouvrés défavorable du premier semestre 2013, inférieur de près de 2 jours par rapport à la même période en 2012 et qui correspond approximativement à un « manque » de 1,5 point de marge brute. Il est à noter que le nombre de jours ouvrés sera inversement important au second semestre 2013 (4,6 jours ouvrés de plus qu'au premier semestre) ce qui génèrera une saisonnalité du résultat du groupe particulièrement centrée sur le second semestre.

Par ailleurs, le premier semestre a confirmé le strict contrôle des frais généraux du Groupe qui s'élèvent désormais à 19,5% du chiffre d'affaires contre 19,8 % il y a un an.

Les autres produits et charges opérationnels non récurrents représentent une charge de 23,1 millions d'euros sur le semestre, essentiellement constituée de coûts liés à un plan d'amélioration de la productivité mené au sein du Groupe.

Du fait de ces différents paramètres, le résultat opérationnel du 1er semestre 2013 s'établit à +27,0 millions d'euros contre +53,3 millions d'euros au 1er semestre 2012.

Le Groupe enregistre un bénéfice net de 15,1 millions d'euros contre 30,4 millions d'euros au 1er semestre 2012, tenant compte :

- du résultat financier de -4,2 millions d'euros contre -8,1 millions d'euros au 1er semestre 2012 :
- de la charge d'impôt de 7,7 millions d'euros contre 12,4 millions d'euros au 1er semestre 2012.



Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 809,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 732,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, soit une hausse de 10,5 %, intégrant un effet favorable lié aux variations de périmètre de 9,4 % et un effet défavorable lié aux jours ouvrés de 1,4 % et aux variations de taux de change de 0,2 %.

Ainsi, la croissance organique (à périmètre constant) est de 1,1 % et la croissance économique (à périmètre, taux de change et nombre de jours ouvrés constants) est de 2,7 %.

Le chiffre d'affaires du groupe IndustrieHansa a été consolidé sur 5 mois (depuis le 1er février 2013).

L'analyse de cette croissance par industrie est la suivante :

- de bonnes performances dans l'*Aerospace, Defence & Railways* (ASD), notamment en France en Espagne et en Allemagne, ainsi que dans l'*Energy, Industry & Life Sciences* (EILiS), particulièrement au Royaume-Uni, en Suisse et aux Etats-Unis ;
- une bonne résistance dans le secteur de l'*Automotive, Infrastructure & Transportation* (AIT), notamment en Italie, en Allemagne et en Suède, compensant les difficultés du marché français ;
- une activité plus difficile dans les *Telecoms & Media* (TEM) qui évoluent dans un marché hautement concurrentiel et mature.

Marge brute et résultat opérationnel courant

en millions d'euros	S1 2013	2012**	S2 2012**	S1 2012**
Chiffre d'affaires	809.2	1,455.9	723.3	732.6
Marge brute *	207.7	414.4	214.0	200.4
% du chiffre d'affaires	25.7%	28.5%	29.6%	27.4%
Frais généraux *	(157.6)	(289.5)	(144.8)	(144.7)
% du chiffre d'affaires	-19.5%	-19.9%	-20.0%	-19.8%
Résultat opérationnel courant	50.1	124.9	69.2	55.7
% du chiffre d'affaires	6.2%	8.6%	9.6%	7.6%

^{*} Soldes de gestion

^{**} Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).



La marge brute du Groupe au 1^{er} semestre 2013 s'établit à 207,7 millions d'euros représentant 25,7 % du chiffre d'affaires, en repli de 1,7 point par rapport au 1^{er} semestre 2012 (27,4 %).

Comme déjà mentionné, ce repli s'explique essentiellement par le nombre de jours ouvrés défavorable du premier semestre 2013 (1,7 jour ouvré de moins que lors du 1er semestre 2012).

Evolution des effectifs

	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013
Effectifs totaux fin de période	17,261	17,537	18,130	20,092

	S2 2011	S1 2012	S2 2012	S1 2013
Effectifs moyens	17,129	17,150	17,871	19,774

Au 30 juin 2013, l'effectif total du Groupe est de 20 092 personnes, en augmentation de 10,8 % (+1 962 personnes) par rapport au 31 décembre 2012 et de 14,6 % (+2 555 personnes) par rapport au 30 juin 2012. Il est à noter que les effectifs sont stables par rapport au 1 er trimestre 2013.

Hors IndustrieHansa et AirCad, la croissance par rapport à fin juin 2012 est de 4,3 % (+748 personnes).

Le niveau de recrutement brut atteint 1 848 personnes (à périmètre constant) au cours du 1er semestre 2013 contre 2 268 au 1er semestre 2012, soit une diminution de 18,5 %.

Parallèlement, le taux de *turnover* glissant sur 12 mois est en net repli de 3,8 points pour s'établir à 15,6 % contre 19,4 % au 1 er semestre 2012.



Charges opérationnelles courantes

en millions d'euros	S1 2013	2012*	S2 2012*	S1 2012*	S1 2013 vs S1 2012
Chiffre d'affaires	809.2	1,455.9	723.3	732.6	10.5%
Charges de personnel	598.9	1,046.7	517.0	529.8	13.0%
% du chiffre d'affaires	74.0%	71.9%	71.5%	72.3%	1.7 pt

en millions d'euros	S1 2013	2012*	S2 2012*	S1 2012*	S1 2013 vs S1 2012
Total charges externes	155.9	282.5	142.1	140.4	11.0%
% du chiffre d'affaires	19.3%	19.4%	19.7%	19.2%	0.1 pt
Sous-traitance	57.7	103.1	51.4	51.7	11.5%
% du chiffre d'affaires	7.1%	7.1%	7.1%	7.1%	0.1 pt
Redevances de crédit-bail	2.2	3.3	1.8	1.5	41.6%
% du chiffre d'affaires	0.3%	0.2%	0.2%	0.2%	0.1 pt
Locations simples et charges externes	23.0	45.9	23.4	22.4	2.7%
% du chiffre d'affaires	2.8%	3.2%	3.2%	3.1%	-0.2 pt
Formation	5.0	8.2	3.8	4.4	14.6%
% du chiffre d'affaires	0.6%	0.6%	0.5%	0.6%	0.0 pt
Honoraires et services extérieurs	12.7	23.0	12.3	10.7	19.0%
% du chiffre d'affaires	1.6%	1.6%	1.7%	1.5%	0.1 pt
Transports, voyages, déplacements	31.4	58.6	29.0	29.5	6.2%
% du chiffre d'affaires	3.9%	4.0%	4.0%	4.0%	-0.2 pt
Autres achats et services extérieurs	23.9	40.5	20.4	20.1	18.7%
% du chiffre d'affaires	2.9%	2.8%	2.8%	2.7%	0.2 pt

^{*} Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

Les charges de personnel augmentent de 4,0 % (à périmètre constant) par rapport au 1^{er} semestre 2012. Cette augmentation provient de la croissance de l'activité, notamment en Allemagne, en Espagne, en Scandinavie et aux Etats-Unis.

Cette tendance corrobore également la volonté d'internaliser des projets et de baisser ainsi les charges de sous-traitance (-6,7 % à périmètre constant), notamment au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Scandinavie.

Outre la sous-traitance, la baisse principale concerne le poste « Loyers et autres charges locatives » (-3,1% à périmètre constant), du fait de la rationalisation du parc immobilier en Italie (-18%) et au Royaume-Uni (-21,6%).



Résultat financier et coût de l'endettement financier net

Le résultat financier représente une charge de 4,2 millions d'euros contre une charge de 8,1 millions d'euros au 30 juin 2012. Cette amélioration s'explique par le succès de la conversion anticipée des obligations OCEANE 2015.

Le coût de l'endettement financier net diminue entre juin 2013 et juin 2012 pour s'établir à 4,2 millions d'euros contre 9,0 millions d'euros précédemment. Il correspond aux charges financières pour 5,7 millions d'euros, déduction faite des produits financiers de 1,5 million d'euros provenant du placement des disponibilités et équivalents de trésorerie.

Les charges financières de 5,7 millions d'euros correspondent aux intérêts de l'emprunt obligataire à échéance 1 er janvier 2015 (0,3 million d'euros), aux intérêts d'emprunts (1,6 million d'euros), aux intérêts sur l'utilisation des lignes de crédits (1,8 million d'euros), aux intérêts versés dans le cadre des contrats d'instruments financiers de taux (0,6 million d'euros) et de la mobilisation de créances clients (1,2 million d'euros).

Impôts sur le résultat

Le 1er semestre 2013 constate une charge nette d'impôts de 7,7 millions d'euros qui résulte :

- d'une charge d'impôts courants de 9,5 millions d'euros (dont 7,4 millions d'euros relatifs aux impôts dits secondaires composés principalement de la « CVAE » française pour 4,8 millions, de l'« IRAP » italien pour 1,7 million et de la « Gewerbesteuer » en Allemagne pour 0,5 million d'euros) ;
- d'un produit d'impôts différés à hauteur de 1,8 million d'euros.



Flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Juin 2013	Déc 2012	Juin 2012
Dette financière nette d'ouverture (1 er janvier)	(140.4)	(169.8)	(169.8)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	40.2	127.6	58.2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(43.3)	(29.8)	(27.8)
Intérêts nets décaissés	(12.2)	(13.3)	(11.9)
Impôts payés	(9.7)	(26.9)	(9.3)
impact cash des cessations d'activité lié à l'activité	0.0	0.0	0.0
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(25.0)	57.6	9.2
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(130.9)	(25.5)	(9.1)
Flux net de trésorerie avant opération de financement	(155.9)	32.1	0.1
Impact des écarts de change et autres	(32.2)	(2.1)	(1.1)
Impact de l'augmentation de capital	130.2	(0.6)	0.5
DETTE FINANCIERE NETTE DE CLÔTURE	(198.3)	(140.4)	(170.3)

Flux nets de trésorerie générés par l'activité y compris décaissement des intérêts

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à -25,0 millions d'euros contre 9,2 millions d'euros au 30 juin 2012. Cette diminution s'explique notamment par des coûts liés au plan d'optimisation de la productivité pour près de 16 millions d'euros, une augmentation du besoin en fonds de roulement lié à la croissance de l'activité, malgré une amélioration sensible du DSO.

Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Les flux de trésorerie employés dans les opérations d'investissement (acquisition de sociétés et d'immobilisations) au cours de l'exercice s'élèvent à -130,9 millions d'euros contre -9,1 millions d'euros au 30 juin 2012.

Cette augmentation est principalement due aux acquisitions des sociétés IndustrieHansa et Aircad (et au refinancement de leurs dettes existantes) ainsi qu'aux investissements consentis pour l'amélioration des systèmes d'information de l'entreprise.



Endettement net du Groupe

L'endettement financier net correspond à la différence entre le total des passifs financiers et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

(en millions d'euros)	Juin 2013	Déc. 2012	Juin 2012	Variation
	Α	В		A-B
Convertible	0.0	99.8	99.8	(99.8)
Ligne de crédit moyen terme	122.0	0.9	13.4	121.1
Ligne de crédit court terme	194.5	217.7	195.7	(23.2)
dont affacturage	151.4	175.1	139.5	(23.7)
DETTE FINANCIERE TOTALE	316.5	318.4	308.9	(1.9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	118.2	178.0	138.6	(59.8)
DETTE FINANCIERE NETTE	198.3	140.4	170.3	57.9

(en millions d'euros)	juin 2013	Déc. 2012	juin 2012	
DETTE FINANCIERE NETTE	198.3	140.4	170.3	
Participation des salariés	1.5	2.1	2.2	
Intérêts courus	0.8	26.1	18.6	
ENDETTEMENT NET	200.6	168.6	191.1	

L'évolution de la dette financière nette s'explique :

- par les flux nets générés par l'activité et décrits ci-dessus et par la saisonnalité classique du premier semestre,
- par la réduction de l'endettement de 120 millions d'euros liée à la conversion anticipée de l'emprunt OCEANE,
- par la conclusion et le tirage partiel de la ligne de financement d'acquisition d'un montant total de 150 millions d'euros.



3. PERFORMANCES SECTORIELLES

En application de la norme IFRS 8, le Groupe présente la segmentation de son activité selon son pilotage opérationnel.

Les secteurs opérationnels sont les suivants :

- France;

- Nord: Allemagne, Autriche, Benelux, Norvège, Royaume-Uni, Roumanie,

Suède, Suisse;

- Sud: Espagne, Italie, Portugal;

- Reste du monde : Amérique du Nord, Asie, Moyen-Orient, Tunisie.

Dans cette présentation par secteur opérationnel, l'activité de Cambridge Consultants U.S.A. (4,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013) est positionnée en zone Nord conformément au *reporting* interne (§ 3.3 ci-dessous). Elle est classée en Reste du monde dans l'analyse de l'activité par pays d'implantation des entités et par zone géographique (§ 3.1 ci-dessous) ainsi que dans la présentation du chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre 2013 au marché.

3.1 Chiffre d'affaires par secteur opérationnel (après élimination intersecteurs)

Le chiffre d'affaires du Groupe au 1^{er} semestre 2013 s'établit à 809,2 millions d'euros, en croissance de 10,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2012. Il se répartit par zone géographique de la façon suivante :

	S1 2013		S1 2012			
en millions d'euros	Total Chiffre d'affaires	% du chiffre d'affaires	Total Chiffre d'affaires	% du chiffre d'affaires	S1 2013 vs S1 2012	Croissance organique
France	367.0	45.4%	378.4	51.6%	-3.0%	-3.1%
Nord	253.1	31.3%	178.7	24.4%	41.6%	4.3%
Sud	158.7	19.6%	154.1	21.0%	3.0%	3.0%
Reste du monde	30.3	3.7%	21.4	2.9%	41.5%	34.9%
Total	809.2	100.0%	732.6	100.0%	10.5%	1.1%



A périmètre constant, la croissance organique (+1,1 %) s'analyse de la façon suivante sur l'ensemble des zones :

- la France est en repli de -3,1 % du fait d'un effet de base défavorable (crise automobile à partir de mi T2 2012) et d'un marché globalement atone ;
- le Nord affiche une croissance organique de +4,3 %, tirée par les performances enregistrées en Scandinavie (+14,9 %), en Allemagne (+8,8 %) et au Royaume-Uni (+7,3 %) ;
- le Sud progresse de 3 %, notamment grâce à la performance remarquable de l'Espagne (+4,9 %);
- le Reste du monde est en forte croissance (+34,9 %) sur l'ensemble des pays (U.S.A., Inde, Chine).

La répartition du chiffre d'affaires par pays est la suivante :

en millions d'euros	S1 2013	% CA	S1 2012	% CA	S1 2013 vs S1 2012	Croissance organique
France	367.0	45.4%	378.4	51.6%	-3.0%	-3.1%
Allemagne	121.6	15.0%	51.1	7.0%	137.7%	8.8%
Autriche	2.1	0.3%	1.1	0.1%	89.9%	89.9%
Grande-Bretagne	43.9	5.4%	40.9	5.6%	7.3%	7.3%
Benelux	43.7	5.4%	47.9	6.5%	-8.7%	-8.7%
Suisse	14.0	1.7%	13.4	1.8%	4.0%	-1.9%
Scandinavie	27.9	3.4%	24.3	3.3%	14.9%	14.9%
Italie / Tunisie	81.9	10.1%	80.4	11.0%	1.8%	1.8%
Espagne	69.0	8.5%	65.8	9.0%	4.9%	4.9%
Portugal	7.8	1.0%	7.8	1.1%	-0.5%	-0.5%
Asie	9.0	1.1%	4.5	0.6%	101.8%	70.4%
Etats-Unis	21.3	2.6%	17.0	2.3%	25.6%	25.6%
TOTAL	809.2	100.0%	732.6	100.0%	10.5%	1.1%



3.2 Chiffre d'affaires par métier

La répartition du chiffre d'affaires par métier est la suivante :

en millions	en millions d'euros		Organisation & systèmes d'information	Autres	GROUPE
S1 2013	Chiffre d'affaires	600.0	209.2	0.0	809.2
	Poids du chiffre d'affaires	74.2%	25.8%	0.0%	100.0%
S1 2012	Chiffre d'affaires	521.9	210.2	0.5	732.6
	Poids du Chiffre d'affaires	71.2%	28.7%	0.1%	100.0%

Conformément à son plan stratégique, le repositionnement du Groupe l'amène à intervenir désormais sur deux marchés principaux : le conseil en innovation & ingénierie avancée et le conseil en organisation & systèmes d'information.

Le conseil en innovation & ingénierie avancée, principal métier du groupe Altran, représente 74,2 % de son chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2013 contre 71,2 % au 1^{er} semestre 2012. Ce métier du conseil en technologie et R&D est en croissance de 15 % (1,9 % en organique) au 1^{er} semestre 2013.

3.3 Chiffre d'affaires et résultats opérationnels courants par secteur opérationnel (avant élimination intersecteurs)

La répartition du chiffre d'affaires par zone est la suivante :

		S1 2	S1 2012			
en millions d'euros	Total Secteurs	Eliminations intersecteurs *	Total Chiffre d'affaires	% du chiffre d'affaires	Total Chiffre d'affaires	% du chiffre d'affaires
France	388.4	(21.5)	367.0	45.3%	378.4	51.6%
Nord	264.1	(6.8)	257.3	31.8%	181.3	24.7%
Sud	160.5	(1.7)	158.7	19.6%	153.8	21.0%
Reste du monde	26.4	(0.2)	26.2	3.2%	19.2	2.6%
Total	839.4	(30.2)	809.2	100.0%	732.6	100.0%

^{*} Y compris réaffectations commerciales (3,4 M€ en France, 1,2 M€ dans le Nord, -2,2 M€ dans le Sud, -2,4 M€ dans le Reste du monde)



France incluant la holding groupe

en millions d'euros	S1 2013	2012*	S2 2012*	S1 2012*	S1 2013 vs S1 2012
Chiffre d'affaires zone France	388.4	782.7	384.1	398.6	-2.6%
Total des produits opérationnels	399.6	810.3	402.4	407.8	-2.0%
Total des charges opérationnelles	(379.8)	(750.4)	(371.0)	(379.5)	0.1%
Résultat opérationnel courant	19.8	59.8	31.5	28.4	-30.4%
% Résultat opérationnel courant	5.1%	7.6%	8.2%	7.1%	-2.0 pts

^{*} Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

Le secteur opérationnel France intègre les opérations France et les activités de holding groupe. Pour éclairer la compréhension du lecteur, la France « opérationnelle » a été isolée ci-dessous.

Dans un contexte économique difficile, la France affiche un chiffre d'affaires en repli de 2,6 % (-3 % après élimination) qui s'établit à 388,4 millions d'euros. Cette décroissance s'explique notamment par le nombre de jours ouvrés du premier semestre par rapport au premier semestre 2012 (-2 jours).

La France (opération + activité holding) réalise au 1^{er} semestre 2013 un résultat opérationnel courant de 19,8 millions d'euros.

France opérationnelle

en millions d'euros	S1 2013	2012*	S2 2012*	S1 2012*	S1 2013 vs S1 2012
Chiffre d'affaires zone France	373.3	757.0	372.3	384.7	-3.0%
Total des produits opérationnels	384.2	784.0	390.3	393.7	-2.4%
Total des charges opérationnelles	(362.5)	(715.0)	(351.3)	(363.7)	-0.3%
Résultat opérationnel courant	21.6	69.0	39.0	30.0	-27.8%
% Résultat opérationnel courant	5.8%	9.1%	10.5%	7.8%	-2.0 pts

^{*} Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

Le chiffre d'affaires de la France avant élimination inter-secteurs s'élève à 373,3 millions d'euros au 1er semestre 2013 contre 384,7 millions d'euros au 1er semestre 2012, soit une baisse de 3 %. Après retraitement des 2 jours ouvrés de moins, le repli est de 1,4 %.

Le secteur *Aerospace, Defence & Railways* (ASD-R) reste dans une dynamique de croissance (+7 % par rapport au 1^{er} semestre 2012). Outre les activités *engineering* pour lesquelles notre diversification dans les phases amont et aval (tests, *manufacturing*) a favorisé le secteur aéronautique, de nouvelles opportunités dans l'organisation & systèmes d'information du secteur ASD-R se profilent.



Après une année difficile marquée par des baisses drastiques de budget, le secteur de la finance (FSG) poursuit le redressement engagé fin 2012, permettant ainsi d'afficher une activité en ligne (-0,7 %) par rapport au 1^{er} semestre 2012.

La forte concurrence dans le secteur des *Telecoms & Media* (TEM) (-5,4 %) suite à l'arrivée d'un nouvel acteur sur le marché, a entraîné une forte pression sur le tarif journalier moyen. Afin de répondre aux nouvelles attentes du marché, un nouveau mode de *delivery* innovant et plus engageant basé sur des unités d'œuvre a été déployé auprès de clients clés.

Le secteur automobile (AIT) a fortement décru au premier semestre (-18 %) du fait notamment d'un effet de base défavorable (les problèmes dans l'automobile en France ont débuté lors du deuxième trimestre 2012). Il s'agit probablement d'un point bas.

La rentabilité opérationnelle de la France « opérationnelle », y compris quote-part des frais de siège est de 5,8 % contre 7,8 % en juin 2012.

Rappelons à nouveau que cette baisse s'explique essentiellement par le nombre de jours ouvrés du 1er semestre 2013 par rapport par rapport au 1er semestre 2012 (-2 jours).

Nord

en millions d'euros	S1 2013	2012	S2 2012	S1 2012	S1 2013 vs S1 2012
Chiffre d'affaires zone Nord	264.1	382.6	194.1	188.5	40.1%
Total des produits opérationnels	266.4	388.1	197.3	190.8	39.7%
Total des charges opérationnelles	(247.8)	(355.1)	(179.1)	(176.0)	40.8%
Résultat opérationnel courant	18.6	33.0	18.3	14.7	26.1%
% Résultat opérationnel courant	7.0%	8.6%	9.4%	7.8%	-0.8 pt

Le chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs de la zone Nord s'élève à 264,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, en croissance par rapport au 1^{er} semestre 2012. La zone est notamment marquée par une opération de croissance externe achevée début 2013 (intégration d'IndustrieHansa en Allemagne à partir de février 2013).

La croissance organique (à périmètre constant) s'élève à 2,5 % (+5,1 % après élimination) par rapport au 1^{er} semestre 2012 et la croissance économique (retraitée de l'impact de change et de la variation des jours ouvrés) s'élève à 3,8 %.

Hors le Benelux (-9,4%, soit -8,7% après élimination) et plus marginalement la Suisse (-3,2%, soit -1,9% après élimination), l'ensemble des pays affichent des croissances organiques significatives: Royaume-Uni (+10,7% après élimination), Allemagne & Autriche (+10,5% après élimination) et surtout Scandinavie (+14,9% après élimination).



Après affectation des frais de siège, le résultat opérationnel courant s'élève à 18,6 millions d'euros, soit 7 % du chiffre d'affaires.

Sud

en millions d'euros	S1 2013	2012	S2 2012	S1 2012	S1 2013 vs S1 2012
Chiffre d'affaires zone Sud	160.5	310.3	154.0	156.3	2.6%
Total des produits opérationnels	61.5	314.5	157.2	157.3	2.7%
Total des charges opérationnelles	(149.9)	(282.5)	(138.6)	(144.0)	4.1%
Résultat opérationnel courant	11.6	31.9	18.6	13.3	-12.5%
% Résultat opérationnel courant	7.2%	10.3%	12.1%	8.5%	-1.2 pt

Le Sud voit son activité progresser par rapport au 1^{er} semestre 2012 malgré une conjoncture économique locale particulièrement difficile.

La croissance organique s'élève à 2,6 % (+3 % après élimination) par rapport au 1er semestre 2012 et la croissance économique à 3,8 %, avec 1,5 jour ouvré de moins ce semestre.

Le chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs du 1er semestre 2013 s'établit à 160,5 millions d'euros contre 156,3 millions d'euros au 1er semestre 2012.

L'augmentation des ressources (+155) alimente cette croissance, notamment en Espagne qui affiche une hausse de 3,1 % (4,9 % après élimination) de son chiffre d'affaires, En effet, l'Espagne affiche une belle progression dans l'*Aerospace, Defence & Railways* (ASD-R) (+32 %), notamment la partie *Defence* et, dans une moindre mesure, dans le secteur de l'automobile (AIT). Cette performance fait plus que compenser l'atonie des secteurs *Telecoms & Media* (TEM) et gouvernement (FSG), soumis tous deux à des coupes budgétaires.

L'Italie croit de 2 % (+1.8 % après élimination) par rapport au 1 er semestre 2012. Le Portugal (+4.5 %, soit -0.5 % après élimination) développe son offre *nearshore*.

Le résultat opérationnel courant du Sud est en léger repli à 11,6 millions d'euros au 1er semestre 2013 du fait de la saisonnalité particulière constatée en 2013.



Reste du monde

en millions d'euros	S1 2013	2012	S2 2012	S1 2012	S1 2013 vs S1 2012
Chiffre d'affaires zone Reste du monde	26.4	43.4	23.9	19.5	35.8%
Total des produits opérationnels	26.5	43.3	23.9	19.4	36.5%
Total des charges opérationnelles	(26.4)	(43.2)	(23.1)	(20.0)	31.8%
Résultat opérationnel courant	0.1	0.2	0.8	(0.6)	121.0%
% Résultat opérationnel courant	0.5%	0.4%	3.3%	-3.1%	3.6 pts

Le chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs de la zone Reste du monde s'établit à 26,4 millions d'euros contre 19,5 millions d'euros au 1er semestre 2012, en croissance de 35,8 %. La croissance organique, hors variation de périmètre (IndustrieHansa Shanghai), est de 28,5 % (+30,9 % après élimination). Si l'on retraite également des impacts de change et de la variation des jours ouvrés (-1,5 jour par rapport au 1er semestre 2012), la croissance économique est de 31,9 %.

L'activité est principalement portée par les Etats-Unis (+18 %, soit +18,7 % après élimination), principal contributeur de la zone (2/3 du chiffre d'affaires du 1 er semestre 2013). L'augmentation des ventes provient notamment des secteurs de l'énergie et du nucléaire, avec l'implémentation de systèmes de contrôle dans des centrales chinoises.

L'Asie fait également preuve de dynamisme en affichant une croissance organique de 68,5 % (+70,4 % après élimination) par rapport au 1^{er} semestre 2012. La Chine contribue principalement à cette progression grâce notamment à l'obtention d'importants contrats dans l'automobile (AIT). L'Inde participe également à cette croissance et continue sa volonté d'un accompagnement local de grands groupes européens.

Grâce à ces bonnes performances, la zone affiche un résultat à l'équilibre. L'acquisition d'IndustrieHansa Shanghai permet même d'atteindre un résultat légèrement positif.



4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Le groupe a procédé en date du 12 juillet 2013 à la mise en place d'un emprunt obligataire de 135 millions d'euros dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels.

Cet emprunt porte un intérêt fixe de 3,75 % sur 6 ans et permet au groupe de diversifier ses sources de financement à des conditions avantageuses et allonge la maturité moyenne de sa dette.

Les membres du comité exécutif se sont associés, directement et indirectement, au sein de la société par actions simplifiée Altimus qu'ils contrôlent et est dirigée par Monsieur Philippe Salle.

Altimus s'est porté acquéreur de 2,4 % du capital de la société Altrafin Participations, société actionnaire de référence d'Altran Technologies.

5. PERSPECTIVES

Au vu des informations dont elle dispose actuellement, la direction d'Altran confirme que, sur l'exercice 2013, la rentabilité du Groupe sera en ligne avec les objectifs de son Plan Stratégique 2015.



B. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2013

- 1. Etat de la situation financière consolidée
- 4. Etat des variations des capitaux propres consolidés

2. Compte de résultat consolidé

- 5. Tableau des flux de trésorerie consolidés
- 3. Etat du résultat global consolidé



1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

			Déc. 2012*		
En milliers d'euros	Notes	Valeurs brutes	Amort. Prov.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Ecarts d'acquisition nets	7.1	621 647	(189 723)	431 924	323 703
Immobilisations incorporelles	7.2	47 225	(33 241)	13 984	11 708
Terrains & constructions		15 370	(5 634)	9 736	10 138
Autres immobilisations corporelles		103 106	(73 101)	30 005	28 188
Immobilisations corporelles	7.3	118 476	(78 735)	39 741	38 326
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence					-
Actifs financiers non courants	7.4	27 518	(4 278)	23 240	22 304
Impôts différés actif		140 490	(19 957)	120 533	107 492
Actifs d'impôts non courants		440		440	264
Autres actifs non courants	7.5	66 497	(5 829)	60 668	48 688
Total actif non courant		1 022 293	(331 763)	690 530	552 485
Stocks et en-cours		1 087	(31)	1 056	799
Avances et acomptes versés sur commandes		867		867	644
Clients et comptes rattachés	7.5	492 311	(4 295)	488 016	437 211
Autres créances	7.7	83 396	(3 151)	80 245	66 583
Clients et autres débiteurs		576 574	(7 446)	569 128	504 438
Actifs financiers courants	7.8	2 370		2 370	2 363
Equivalents de trésorerie	7.10	77 618		77 618	144 568
Trésorerie	7.10	40 567		40 567	33 489
Total actif courant		698 216	(7 477)	690 739	685 657
TOTAL ACTIF		1 720 509	(339 240)	1 381 269	1 238 142

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).



En milliers d'euros	Notes	Juin 2013	Déc. 2012 *
Capital	7.9	87 343	72 425
Primes liées au capital		416 665	338 864
Réserves attribuables aux porteurs de capitaux de la maison mère		85 345	6 791
Ecarts de conversion		(17 927)	(13 639)
Résultat de l'exercice / de la période		15 134	64 880
Intérêts minoritaires		320	320
Capitaux propres		586 880	469 641
Emprunts obligataires convertibles (+1 an)			116 889
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+1 an)		122 000	_
Autres passifs financiers non courants		993	2 451
Passifs financiers non courants	7.10	122 993	119 340
Provisions pour risques et charges long terme	7.11	13 766	14 065
Avantages du personnel long terme	7.12	44 808	41 787
Impôts différés passif		8 136	4 142
Dettes sur titres long terme	7.15	693	368
Autres passifs long terme		1 071	280
Autres passifs non courants		68 474	60 642
Total passif non courant		191 467	179 982
Fournisseurs et comptes rattachés	7.13	77 089	71 978
Dettes fiscales exigibles		79 684	78 106
Avantages du personnel courants	7.12	171 365	151 099
Dettes sur immobilisations		1 584	2 683
Autres dettes courantes	7.14	53 958	41 439
Fournisseurs et autres créditeurs courants		383 680	345 305
Provisions pour risques et charges court terme	7.11	23 301	15 703
Dettes sur titres court terme	7.15	153	245
Passifs financiers courants	7.10	195 788	227 266
Autres passifs courants		219 242	243 214
Total passif courant		602 922	588 519
TOTAL PASSIF		1 381 269	1 238 142

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).



2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	Juin 2013	Déc. 2012*	Juin 2012*
Chiffre d'affaires	8.1 et 8.2	809 197	1 455 859	732 584
Autres produits de l'activité		14 526	36 887	12 315
Produits des activités ordinaires	Ì	823 723	1 492 746	744 899
Achats consommés		(11 248)	(16 695)	(7 293)
Variation des travaux en-cours		352	(395)	(118)
Charges externes	8.3	(155 851)	(282 520)	(140 388)
Charges de personnel	8.4	(598 580)	(1 046 081)	(529 416)
Charges de personnel – paiement en actions	8.4	(299)	(654)	(366)
Impôts et taxes		(1 489)	(2 821)	(1 628)
Dotations aux amortissements et provisions nettes	8.5	(3 856)	(15 193)	(8 474)
Autres charges opérationnelles		(2 675)	(3 445)	(1 493)
Résultat opérationnel courant	Ì	50 077	124 942	55 723
Autres produits opérationnels non récurrents		353	5 821	1 395
Autres charges opérationnelles non récurrentes		(23 455)	(19 372)	(3 815)
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	8.6	(23 102)	(13 551)	(2 420)
Dépreciation des écarts d'acquisition				
Résultat opérationnel		26 975	111 391	53 303
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie		1 477	2 470	975
Coût de l'endettement financier brut		(5 681)	(19 378)	(9 976)
Coût de l'endettement financier net	8.7	(4 204)	(16 908)	(9 001)
Autres produits financiers	8.8	1 819	2 752	3 149
Autres charges financières	8.8	(1 733)	(6 330)	(2 198)
Charge / Produit d'impôt	8.9	(7 722)	(23 452)	(12 453)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence				
Résultat net avant résultat des activités abandonnées		15 135	67 453	32 800
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	8.10		(2 537)	(2 404)
Résultat net		15 135	64 916	30 396
Intérêts minoritaires		(1)	(36)	(77)
Résultat net groupe	7.0	15 134	64 880	30 319
Résultat par action	7.9	0.10	0.45	0.21
Résultat dilué par action	7.9	0.10	0.45	0.21
Résultat par action des activités poursuivies	7.9	0.10	0.47	0.23
Résultat dilué par action des activités poursuivies	7.9	0.10	0.46	0.22
Résultat par action des activités abandonnées	7.9	-	- 0.02	- 0.02
Résultat dilué par action des activités abandonnées	7.9	-	- 0.02	- 0.02

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).



3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En milliers d'euros	Juin 2013	Déc. 2012*	Juin 2012*
Résultat net de l'ensemble consolidé	15 135	64 916	30 396
Instruments financiers	902	(612)	(64)
Variation de change	(4 771)	2 570	905
Autres éléments du résultat global pour l'exercice, nets d'impôt recyclables en résultat	(3 869)	1 958	841
Avantage du personnel IAS1 9R		(5 264)	(4 205)
Autres éléments du résultat global pour l'exercice, nets d'impôt non recyclables en résultat	0	(5 264)	(4 205)
Autres éléments du résultat global pour l'exercice nets d'impôts	(3 869)	(3 306)	(3 364)
Résultat global de l'exercice	11 266	61 610	27 032
dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société du Groupe	11 265	62 188	27 536
– Intérêts minoritaires	1	(578)	(504)

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

		Juin 2013		Déc. 2012*			Juin 2012*		
En milliers d'euros	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Instruments financiers	1 376	(474)	902	(934)	322	(612)	(97)	33	(64)
Variation de change	(5 562)	791	(4 771)	3 293	(723)	2 570	1 555	(650)	905
Autres éléments du résultat global recyclables en résultat	(4 186)	317	(3 869)	2 359	(401)	1 958	1 458	(617)	841
Avantage du personnel IAS19R			-	(7 664)	2 400	(5 264)	(6 124)	1 919	(4 205)
Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	-	-	-	(7 664)	2 400	(5 264)	(6 124)	1 919	(4 205)
Autres éléments du résultat global pour l'exercice	(4 186)	317	(3 869)	(5 305)	1 999	(3 306)	(4 666)	1 302	(3 364)

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).



4. ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Variation des justes valeurs et autres	Différences de conversion	Résultat net	Total part du Groupe	Minoritaires	Total
31 décembre 2011	144 287 274	72 361	340 638	17 357	37 709	(17 796)	(45 499)	404 770	1 737	406 507
Résultat global de la période				(665)	(64)	2 196	30 081	31 548	(504)	31 044
Impact IAS1 9 Révisée				(5 141)		(60)	238	(4 963)		(4 963)
Augmentation de capital								0		0
Paiements en actions			366					366		366
Variation des titres d'autocontrôle	112 857			365				365		365
Affectation de l'exercice				(45 499)			45 499	0		0
Autres mouvements				480		(898)		(418)	(967)	(1385)
30 juin 2012 *	144 400 131	72 361	341 004	(33 103)	37 645	(16 558)	30 319	431 668	266	431 934
Résultat global de la période				(78)	(548)	1 791	34 479	35 644	(74)	35 570
Impact IAS1 9 Révisée				(1054)		(20)	82	(992)		(992)
Augmentation de capital	128 432	64	482					546		546
Paiements en actions			288					288		288
Variation des titres d'autocontrôle	(343 707)			(1 795)				(1 795)		(1795)
Affectation de l'exercice				0			0	0		0
Autres mouvements				2 894		1 068		3 962	128	4 090
31 décembre 2012 *	144 184 856	72 425	341 774	(33 136)	37 097	(13 719)	64 880	469 322	320	469 641
Résultat global de la période				791	902	(5 562)	15 134	11 265	1	11 266
Augmentation de capital	29 835 636	14 918	115 594					130 512		130 512
Distribution			(15 658)					(15 658)		(15 658)
Paiements en actions			299					299		299
Variation des titres d'autocontrôle	(80 500)		(402)					(402)		(402)
Affectation de l'exercice				64 880			(64 880)	0		0
Autres mouvements			(24 942)	52 515	(37 707)	1 355		(8 779)		(8 779)
30 juin 2013	173 939 992	87 343	416 665	85 050	292	(17 926)	15 134	586 559	321	586 880

(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).



5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	Juin 2013	Déc. 2012 *	Juin 2012 *
Résultat opérationnel des activités poursuivies	26 975	111 391	53 303
Dépréciation des écarts d'acquisition			
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition	26 975	111 391	53 303
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation nettes	10 310	8 858	(117)
Charges et produits liés aux stock options	299	654	366
Plus ou moins values de cession	1 280	7 731	3 211
Autres produits et charges calculés	1 300	(1 003)	1 427
Capacité d'autofinacement avant coût de l'endettement financier net et impôt	40 164	127 631	58 190
Variation des stocks et en cours	(257)	412	46
Variation des clients et autres débiteurs	(50 498)	(47 183)	(32 857)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	7 491	17 022	4 991
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(43 264)	(29 749)	(27 820)
Flux net de trésorerie d'exploitation	(3 100)	97 882	30 370
Intérêts versés	(12 482)	(14 986)	(13 071)
Intérêts encaissés	1 481	2 177	878
Impôts payés	(9 723)	(26 927)	(9 328)
Impact cash autres produits et charges financières	(1 212)	(514)	335
Flux de trésorerie d'exploitation utilisés par les activités abandonnées		0	(1)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(25 036)	57 632	9 183
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles	(11 775)	(24 587)	(9 623)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles	(79)	35	33
Décaissements liés aux acquistions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	(1 176)	(1 707)	(1 692)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	76	3	3
Décaissements liés aux earn-out	(226)		(37)
Incidence des variations de périmètre	(91 079)	(1 142)	(1 225)
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	0		
Variation des prêts et avances consentis	(3 987)	(8 503)	(5 326)
Subventions d'investissement reçues	0		
Autres flux liés aux opérations d'investissement	3 990	6 767	3 485
Flux de trésorerie d'investissement utilisés par les activités abandonnées	701	3 673	5 273
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(103 555)	(25 461)	(9 109)



En milliers d'euros	Juin 2013	Déc. 2012 *	Juin 2012 *
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	(94)	20	20
Sommes reçues lors de l'exercice de <i>stock options</i>	814	546	
Rachats et reventes d'actions propres	(382)	(1 135)	511
Décaissements liés à la participation des salariés		0	
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		(6)	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	135 122	2 059	1 428
Remboursements d'emprunts	(49 881)	(35 639)	(18 892)
Autres flux liés aux opérations de financement	(16 449)	(7 090)	(31 760)
Flux de trésorerie de financement provenant des activités abandonnées			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	69 130	(41 245)	(48 693)
Incidence des variations des cours des devises	(445)	61	154
Incidence changements de principes comptables	34		
Variations de la Trésorerie nette	(59 872)	(9 013)	(48 465)
Trésorerie d'ouverture	178 057	187 070	187 070
Trésorerie de clôture	118 185	178 057	138 605
Variation de la trésorerie nette	(59 872)	(9 013)	(48 465)

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie brute apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau ci-dessus s'établit de la façon suivante :

En milliers d'euros	Juin 2013	Déc. 2012 *	Juin 2012 *
Equivalents de trésorerie	77 618	144 568	95 843
Trésorerie	40 567	33 489	42 762
Trésorerie nette	118 185	178 057	138 605

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).



ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 – Règles et méthodes comptables	Note 7 - Notes relatives à certains postes du bilan
Note 2 – Périmètre de consolidation	Note 8 - Notes relatives au compte de résultat
Note 3 - Saisonnalité de l'activité	Note 9 – Suivi des litiges significatifs et des passifs
Note 4 – Risques et incertitudes	éventuels
Note 5 – Evènements survenus au cours	Note 10 – Engagements hors bilan
du 1er semestre 2013	Note 11 – Informations sur les parties liées
Note 6 – Comparabilité des exercices	Note 12 – Evènements postérieurs à la clôture



Note 1 Règles et méthodes comptables

Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection des notes annexes. Ces comptes consolidés semestriels doivent donc être lus conjointement avec l'annexe aux comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2012 incluse dans le document de référence 2012 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 8 avril 2013 sous le numéro D13-0312.

Les normes comptables internationales appliquées dans les comptes semestriels résumés au 30 juin 2013 sont celles d'application obligatoire au sein de l'Union Européenne à cette date. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, les amendements de normes ou interprétations dont l'utilisation n'est pas obligatoire au 30 juin 2013.

Les principes comptables retenus sont identiques avec ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2012.

Utilisation d'estimations

Comme indiqué dans le document de référence 2012 en page 116, au paragraphe

1.5 (chapitre 20.3 - états financiers au 31 décembre 2012 - comptes consolidés), la comptes préparation des nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Altran revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité, compte tenu notamment des incertitudes macroéconomiques qui demeurent.

Ces estimations concernent principalement les provisions, les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la réalisation des tests de valeur sur les actifs incorporels, la reconnaissance d'impôts différés actifs.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 ainsi que les notes afférentes ont été arrêtés par le conseil d'administration d'Altran Technologies le 4 septembre 2013.



Note 2 Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Altran Technologies et des 64 filiales qu'elle contrôle. Le Groupe consolide l'ensemble de ses filiales selon la méthode de l'intégration globale à l'exception de la société tunisienne Altran Telnet Corporation intégrée proportionnellement.

Liquidations : Altran procédé à la liquidation de sa filiale Sutherland Consulting Limited en Grande Bretagne.

Cette liquidation a généré un impact négatif de 0,8 million d'euros sur le résultat du les semestre 2013.

Acquisitions: Altran a finalisé l'acquisition des groupes IndustrieHansa et AirCad au cours du 1er semestre 2013. La contribution de ces groupes représente respectivement 67,2 millions d'euros et 1,1 million d'euros de chiffre d'affaires au titre de ce 1er semestre.

Note 3 Saisonnalité de l'activité

L'activité du Groupe n'est pas sujette à saisonnalité et se réalise de manière relativement homogène entre chaque semestre. Les principaux facteurs pouvant

avoir un impact sont le nombre de jours ouvrés (plus importants sur le second semestre par rapport au premier semestre) et la prise de congés.

Note 4 Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes (IFRS 7) auxquels le Groupe est exposé sont les suivants :

4.1. Risque de liquidité

L'endettement financier net du Groupe qui s'établit à 200,6 millions d'euros au 30 juin 2013 est en augmentation de 32,0 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012 (cf. 7.9).

Les ratios financiers du Groupe au 30 juin 2013, tels que définis dans les contrats de crédit moyen terme, sont les suivants :



	juin 2013
Dette financière nette/fonds propres selon définition du contrat de crédit	NA
Dette financière nette/EBITDA (levier financier) selon définition du contrat de crédit	1.42

Il est précisé que l'EBITDA retenu pour le calcul des covenants est l'EBITDA glissant sur 12 mois (140,6 millions d'euros) et que la dette financière nette correspond à la dette nette hors participation des salariés et intérêts courus sur dette obligataire 2015 à

laquelle sont rajoutés les crédits vendeurs et clauses de complément de prix relatifs à une opération de croissance externe (199,9 millions d'euros).

L'évolution des ratios financiers du Groupe au cours de l'exercice précédent est la suivante :

	Décembre 2012	Juin 2012
Dette financière nette/fonds propres selon définition du contrat de crédit	NA	0.39
Dette financière nette/EBITDA (levier financier) selon définition du contrat de crédit	0.99	1.17

En vertu de l'accord de refinancement bancaire signé par le Groupe avec un groupe de banques comprenant BNP Paribas, Crédit Agricole Île-de-France, Société Générale, Natixis et 29 janvier 2013, une ligne de crédit (dite Capex) d'un montant maximum 150 millions d'euros exclusivement destinée à financer totalement ou partiellement des opérations de croissance externe (en ce compris le refinancement de l'endettement des entreprises acquises) amortissable sur 5 ans a été mise en place, en complément des précédentes lignes de financement. Au 30 juin 2013, ces lignes sont mobilisées

respectivement pour un montant de 122 millions d'euros et 12,4 millions d'euros.

Les principales caractéristiques du crédit Capex sont les suivantes :

- échéance 5 ans à compter de la signature du contrat ;
- amortissement semestriel en 8 échéances pour la fraction utilisée à la date du 29 janvier 2014;
- amortissement semestriel en 6 échéances pour la fraction complémentaire utilisée à la date du 29 janvier 2015 ;



- la période de disponibilité de la ligne de crédit s'entend jusqu'au 29 janvier 2015 inclus, après cette date les sommes non utilisées seront annulées. Le nombre de tirages ne peut excéder 7 durant cette période et toujours d'un montant minimum de 10 millions d'euros et audelà de ce montant un multiple entier de 1 million d'euros, dans la limite du montant restant disponible;
- les intérêts sont payables à terme échu selon une durée de 3 ou 6 mois convenue entre l'emprunteur et le prêteur, les échéances d'intérêts étant définies le 29 janvier, le 29 avril, le 29 juillet et le 29 octobre
- rémunération maximale du crédit : EURIBOR + 2,90 %.

La mise à disposition de ces lignes est subordonnée au respect des ratios suivants :

	Dette financière nette / EBITDA
31 décembre 2012	< 2,75
30 juin 2013	< 2,75
31 décembre 2013	< 2,75
30 juin 2014	< 2,75
31 décembre 2014	< 2,50
30 juin 2015	< 2,25
31 décembre 2015	< 2,00
30 juin 2016	< 1,75
31 décembre 2016	< 1,75
30 juin 2017	< 1,75

Ce crédit est assorti d'autres clauses de respect dont les principales sont détaillées ci-après :

- un maximum de 35 millions d'euros annuels d'investissements corporels et incorporels consolidés;
- remboursement anticipé dès lors que le produit net des cessions d'actifs ou de

titres de filiales dépasse 20 millions d'euros et ce à hauteur de 100 % de la fraction supérieure à ce seuil, de souscription d'un endettement bancaire, ou d'un emprunt obligataire visant au refinancement des OCEANE 2015.

Le Groupe respecte au 30 juin 2013 l'ensemble de ses engagements bancaires



(covenants). Cependant, compte tenu des incertitudes macroéconomiques aui demeurent, il ne peut être exclu que le Groupe ne puisse respecter l'intégralité de ses ratios bancaires. Dans le cas où l'un de ses ratios ne serait pas respecté dans le futur, cela se traduirait par renégociation avec les banques sur les conditions, modalités et coûts de leurs concours. Le Groupe ne peut préjuger aujourd'hui du résultat de cette éventuelle renégociation.

Par ailleurs, le Groupe dispose de lignes de financement dans le cadre des contrats d'affacturage d'un montant de 315,6 millions d'euros (dont 151,4 millions utilisées) qui ne constituent pas un engagement à terme défini et sont à tacite reconduction.

Le Groupe dispose d'une gestion de trésorerie centralisée, ce qui permet de réduire le risque de liquidité.

4.2. Risque de taux

Au 30 juin 2013, l'endettement financier net du Groupe est de 200,6 millions d'euros constitué principalement d'un emprunt Capex d'un montant utilisé de 122 millions d'euros à taux variable maximum EURIBOR +2,90 %, de lignes de financement Une procédure est mise en œuvre pour la définition des règles d'utilisation des liquidités du Groupe dans les filiales et au niveau central, dont l'essentiel des recommandations tient en deux grands principes :

- tous les excédents de trésorerie des filiales sont investis exclusivement auprès de la centrale de trésorerie du Groupe (GMTS, société de droit français);
- GMTS place ces excédents sur des supports monétaires dont la sensibilité et la volatilité sont inférieures à 1 % l'an.

Le Groupe considère qu'il dispose aujourd'hui des ressources financières nécessaires pour assurer son développement.

La gestion du risque de liquidité est assurée en central par la direction financière du Groupe.

bancaires moyen terme et de ligne d'affacturage.

Les éléments relatifs à l'échéancier des emprunts et dettes financières figurent dans le tableau suivant :



(en millions d'euros)	A moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers	196	99	24
Actifs financiers	118		
Position nette avant gestion	78	99	24
Hors bilan (couverture de taux)	150	200	

Compte tenu du niveau d'endettement du Groupe, constitué de lignes de crédit moyen terme et de ressources d'affacturage toutes indexées sur des taux variables, il a été décidé de mettre en place des *caps*, des *floors* et des *swaps* sur 225 millions d'euros, ayant pour effet d'encadrer son endettement à taux variable en un taux fixe minimum et maximum.

Au 30 juin 2013, les principales caractéristiques de ces contrats de couverture sont les suivantes :



	Date départ	Date échéance	Type	Tauv fivo	Nominal	Taux initial	Devise
	depart	echeance	Type Swap à échéance	Taux fixe	Nominai	I dux IIIII di	Devise
BNP	30/12/13	29/01/15	29/01/2018 à palier	0.00%	37 500 000	Euribor3M	EUR
BNP	29/01/15	29/01/16	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	0.90%	37 500 000	Euribor3M	EUR
BNP	29/01/16	29/01/17	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.50%	37 500 000	Euribor3M	EUR
BNP	29/01/17	29/01/18	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.95%	37 500 000	Euribor3M	EUR
BNP	02/04/12	02/01/14	TUNNEL CAP	1.22%	10 000 000	Euribor3M	EUR
BNP	02/04/12	02/01/14	TUNNEL FLOOR	0.70%	10 000 000	Euribor3M	EUR
SG	02/01/12	02/01/14	TUNNEL CAP	1.50%	25 000 000	Euribor3M	EUR
SG	02/01/12	02/01/14	TUNNEL FLOOR	0.50%	25 000 000	Euribor3M	EUR
SG	30/12/13	29/01/15	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	0.00%	37 500 000	Euribor3M	EUR
SG	29/01/15	29/01/16	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	0.87%	37 500 000	Euribor3M	EUR
SG	29/01/16	29/01/17	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.46%	37 500 000	Euribor3M	EUR
SG	29/01/17	29/01/18	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.95%	37 500 000	Euribor3M	EUR
NATIXIS	02/04/12	02/01/14	TUNNEL CAP	1.25%	20 000 000	Euribor3M	EUR
NATIXIS	02/04/12	02/01/14	TUNNEL FLOOR	0.70%	20 000 000	Euribor3M	EUR
NATIXIS	01/08/12	01/02/17	Swap	0.00%	50 000 000	Euribor 6M+11bps	EUR
NATIXIS	30/12/13	29/01/15	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	0.00%	37 500 000	Euribor3M	EUR
NATIXIS	29/01/15	29/01/16	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.00%	37 500 000	Euribor3M	EUR
NATIXIS	29/01/16	29/01/17	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.30%	37 500 000	Euribor3M	EUR
NATIXIS	29/01/17	29/01/18	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.80%	37 500 000	Euribor3M	EUR
CA	02/04/12	02/01/14	TUNNEL CAP	1.18%	20 000 000	Euribor3M	EUR
CA	02/04/12	02/01/14	TUNNEL FLOOR	0.70%	20 000 000	Euribor3M	EUR
CA	30/12/13	29/01/15	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	0.07%	37 500 000	Euribor3M	EUR
CA	29/01/15	29/01/16	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.00%	37 500 000	Euribor3M	EUR
CA	29/01/16	29/01/17	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.15%	37 500 000	Euribor3M	EUR
CA	29/01/17	29/01/18	Swap à échéance 29/01/2018 à palier	1.80%	37 500 000	Euribor3M	EUR

La gestion du risque de taux est assurée en central par la direction financière du Groupe.



4.3. Risque sur placement

L'essentiel des liquidités disponibles est investi dans :

- des SICAV monétaires ;
- des titres de créances négociables ;
- des comptes en devises rémunérés (GBP, USD et CHF) ;
- des bons de capitalisation.

L'ensemble des autres placements, hors bons de capitalisation, est rémunéré sur la base du taux monétaire au jour le jour ou du LIBOR pour les devises. La sensibilité de ces placements, pour une variation de l'indice de référence (EONIA ou LIBOR) de 10 %, est de 0,01 %.

Le Groupe détenait au 30 juin 2013 des valeurs mobilières de placement dont la valeur de marché s'élevait à 78 millions d'euros.

4.4. Risque de change

L'essentiel des actifs en devises du Groupe est constitué par ses participations dans les pays hors zone Euro (principalement États-Unis, Royaume-Uni, Suède, Singapour, Norvège, Emirats Arabes Unis et Suisse).

Le Groupe n'a pas contracté de dettes financières en devises hors zone euro au 30 juin 2013.

Les engagements en devises, dont la sensibilité est présentée dans le tableau cidessous, concernent les prêts/emprunts intra-groupe.

(en millions d'euros) Devise	Actif	Passif	Position nette en devises	Cours au 30/06/13	Position nette en euro avant gestion	Hors bilan	Position nette en euro après gestion	Sensibilité *
USD	29.3	0.0	29.3	0.7645	22.4	-	22.4	0.2
GBP	25.4	(16.3)	9.1	1.1666	10.6	-	10.6	1.0
CHF	0.5	0.0	0.5	0.8105	0.4	-	0.4	0.0
SEK	0.0	(17.5)	(17.5)	0.1139	(2.0)	_	(2.0)	0.0
SGD	30.4	0.0	30.4	0.6044	18.4	-	18.4	0.2
AED	0.9	0.0	0.9	0.2082	0.2	-	0.2	0.0
NOK	7.8	0.0	7.8	0.1268	1.0	_	1.0	0.0

^{*} Sensibilité à une variation de 1 % de la devise.



Au 1^{er} semestre 2013, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 116,1 millions d'euros en dehors de la zone Euro. Les recettes et les coûts des prestations intellectuelles délivrées aux clients étant libellés dans les mêmes devises, aucune politique systématique de couverture du risque de change n'est mise en place au sein du Groupe.

4.5. Risque sur les actifs incorporels

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au 31 décembre de chaque année et lors d'arrêtés intermédiaires en cas d'apparition d'indices de pertes de valeur.

Aucune dépréciation n'a été constatée en compte de résultat au 30 juin 2013 comme au titre du 1er semestre 2012. L'absence de dépréciation est en relation avec des perspectives de rentabilité futures jugées suffisantes et durables.

Au 30 juin 2013, la valeur nette comptable avant perte de valeur constatée des écarts d'acquisition s'élève à 431,9 millions d'euros.

Pour la réalisation des tests sur écarts d'acquisition au 30 juin 2013, il a été retenu un taux d'actualisation après impôt (WACC) de 9.44 % (contre 9,23 % au 31 décembre 2012 et 9.82 % ап 30 juin 2012), soit un taux d'actualisation avant impôt de l'ordre de 10 %, et un taux de croissance de chiffre d'affaires à l'infini de 2 %.

Les résultats des tests de sensibilité pratiqués sur les dépréciations des écarts d'acquisition sont résumés dans le tableau ci-dessous:

Taux WACC		8.44%	9.44%	10.44%
Taux de croissance infini du chiffre	2.00%	0	0	0
d'affaires	1.00%	0	0	0

Par ailleurs, une analyse de sensibilité à une variation du taux d'EBIT a fait apparaître qu'une diminution du taux d'EBIT de 3 % entraînerait une dépréciation de 8,5 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'UGT Italie.



4.6. Risque environnemental

Altran Technologies est une société de prestation de services intellectuels. Les risques liés à l'environnement sont donc faibles.

4.7. Risques juridiques et fiscaux

Il n'y a pas eu de changements significatifs par rapport aux risques juridiques et fiscaux détaillés au paragraphe 4.7 du document de référence 2012, à l'exception du point suivant : dans la procédure d'arbitrage opposant une filiale étrangère d'Altran Technologies à un tiers, une provision pour litiges a été constituée au cours du semestre.

4.8. Risque lié à la gestion de la dette obligataire convertible (OCEANE)

Le Groupe a procédé au remboursement anticipé de la dette obligataire convertible OCEANE 2015 au cours du 1er semestre 2013.

4.9. Risques particuliers liés à l'activité

L'ensemble des risques liés à l'activité est détaillé aux pages 9 à 11 du document de référence 2012.

Il n'y a pas de changements significatifs dans l'appréciation que fait le Groupe de ces différents risques.

4.10. Risque lié à la couverture d'assurance des activités du Groupe

Il n'y a pas de changements significatifs dans l'appréciation que fait le Groupe du risque lié à la couverture d'assurance des activités du Groupe tel qu'il est inséré page 11 du document de référence 2012.



Note 5 Evénements survenus au cours du 1er semestre 2013

Le groupe a finalisé l'acquisition du groupe IndustrieHansa, un acteur majeur du conseil et de l'ingénierie en Allemagne, début février 2013. Cette acquisition répond à deux objectifs stratégiques du groupe :

- La montée en puissance dans l'un des deux pays européens identifiés comme prioritaires pour le développement du Groupe ;
- Le renforcement de la solution LXP (lifecycle Experience);

Pour permettre, notamment, cette acquisition, le Groupe a signé, le 29 janvier 2013, une ligne de crédit avec un groupe de banques comprenant Société Générale, BNP Paribas, Natixis et le Crédit Agricole Ile-de-France.

Le Groupe s'est porté acquéreur de l'intégralité des titres de la holding IndustrieHansa pour un coût de 94,7 millions d'euros réglé en numéraire. Les frais afférents à cette acquisition ont été comptabilisés en résultat non récurrent pour un montant total de 2,0 millions d'euros comptabilisés sur les exercices 2012 et 2013.

Les éléments bilanciels apportés par le groupe IndustrieHansa sont en cours d'analyse. Le montant du goodwill actuellement reconnu dans les comptes semestriels est donc provisoire (108 millions d'euros).

Les éléments bilanciels apportés, en l'état actuel des travaux d'analyse peuvent être synthétisés de la façon suivante : des immobilisations pour 2,1 millions d'euros, des actifs non courants pour 4,8 millions d'euros, des clients et autres débiteurs de 47,4 millions d'euros, des disponibilités de 13 millions d'euros, des passifs non courants pour 26,8 millions d'euros, des fournisseurs et autres créditeurs courants pour 35,8 millions d'euros et des autres passifs pour 17,7 millions d'euros.

Le groupe IndustrieHansa a contribué au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel courant du 1er semestre, respectivement pour 67,2 millions d'euros et 5 millions d'euros



Le 4 avril 2013, le Groupe annonçait sa décision de procéder au remboursement anticipé des 29 504 376 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles (OCEANE) émises le 18 novembre 2009 et encore en circulation au 31 mars 2013.

Les porteurs obligataires ont majoritairement opté pour l'option de conversion en action ce qui a conduit le groupe à procéder à une augmentation de capital par émission de 29 018 993 actions d'une valeur nominale de 0,5€ assortie d'une prime d'émission de 3,88€, soit une augmentation des fonds propres de 127,1 millions d'euros et une réduction de son endettement net de 120 millions d'euros.

L'assemblée générale mixte qui s'est réunie le 28 juin 2013 a adopté la résolution proposée au vote relative à la distribution de 9 centimes d'euros par action prélevés sur le compte de prime d'émission.



Note 6 Comparabilité des exercices

6.1. IAS19R « Avantage du personnel long terme - régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies»

Les impacts de l'application de la norme IAS19R aux états financiers 2012 sont liés à l'application obligatoire de cette norme aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 qui a conduit à retraiter les bilans d'ouverture tels que présentés dans les annexes.

Les écarts actuariels sont désormais reconnus immédiatement et en totalité en capitaux propres et non plus par résultat. Ils sont intégrés en « Autres éléments du résultat global de la période ». Les coûts des services passés sont immédiatement comptabilisés en résultat.



6.2. Impact sur les comptes consolidés au 30 juin 2012

Impact sur le compte de résultat au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012

	Juin 2012	Impact IAS1 9 révisée	Juin 2012	Déc. 2012	Impact IAS1 9 révisée	Déc. 2012
En milliers d'euros	Publié		Retraité	Publié		Retraité
Chiffre d'affaires	732 584		732 584	1 455 859		1 455 859
Autres produits de l'activité	12 315		12 315	36 887		36 887
Produits des activités ordinaires	744 899		744 899	1 492 746		1 492 746
Achats consommés	(7 293)		(7 293)	(16 695)		(16 695)
Variation des travaux en-cours	(118)		(118)	(395)		(395)
Charges externes	(140 388)		(140 388)	(282 520)		(282 520)
Charges de personnel	(529 721)	305	(529 416)	(1 046 454)	373	(1 046 081)
Charges de personnel - paiement en actions	(366)		(366)	(654)		(654)
Impôts et taxes	(1 628)		(1 628)	(2 821)		(2 821)
Dotations aux amortissements et provisions nettes	(8 474)		(8 474)	(15 193)		(15 193)
Autres charges opérationnelles	(1 493)		(1 493)	(3 445)		(3 445)
Résultat opérationnel courant	55 418	305	55 723	124 569	373	124 942
Autres produits opérationnels non récurrents	1 395		1 395	5 821		5 821
Autres charges opérationnelles non récurrentes	(3 815)		(3 815)	(19 372)		(19 372)
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	(2 420)		(2 420)	(13 551)		(13 551)
Dépreciation des écarts d'acquisition						
Résultat opérationnel	52 998	305	53 303	111 018	373	111 391
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	975		975	2 470		2 470
Coût de l'endettement financier brut	(9 976)		(9 976)	(19 378)		(19 378)
Coût de l'endettement financier net	(9 001)		(9 001)	(16 908)		(16 908)
Autres produits financiers	3 149		3 149	2 752		2 752
Autres charges financières	(2 236)	38	(2 198)	(6 406)	76	(6 330)
Charge / Produit d'impôt	(12 348)	(105)	(12 453)	(23 323)	(129)	(23 452)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence						
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	32 562	238	32 800	67 133	320	67 453
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	(2 404)		(2 404)	(2 537)		(2 537)
Résultat net	30 158	238	30 396	64 596	320	64 916
Intérêts minoritaires	(77)		(77)	(36)		(36)
Résultat net groupe	30 081	238	30 319	64 560	320	64 880



Impact sur les états de la situation financière consolidée

	Déc. 2012	Impact IAS19 révisée	Déc. 2012
En milliers d'euros	Publié		Retraité
Ecarts d'acquisition nets	323 703		323 703
Immobilisations incorporelles	11 708		11 708
Terrains & constructions	10 138		10 138
Autres immobilisations corporelles	28 188		28 188
Immobilisations corporelles	38 326	-	38 326
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence			_
Actifs financiers non courants	22 304		22 304
Impôts différés actif	104 932	2 560	107 492
Actifs d'impôts non courants	264		264
Autres actifs non courants	48 688		48 688
Total actif non courant	549 925	2 560	552 485
Stocks et en-cours	799		799
Avances et acomptes versés sur commandes	644		644
Clients et comptes rattachés	437 211		437 211
Autres créances	66 583		66 583
Clients et autres débiteurs	504 438	-	504 438
Actifs financiers courants	2 363		2 363
Equivalents de trésorerie	144 568		144 568
Trésorerie	33 489		33 489
Total actif courant	685 657	-	685 657
TOTAL ACTIF	1 235 582	2 560	1 238 142



	Déc. 2012	Impact IAS19 révisée	Déc. 2012
En milliers d'euros	Publié		Retraité
Capital	72 425		72 425
Primes liées au capital	338 864		338 864
Réserves attribuables aux porteurs de capitaux de la maison mère	13 066	(6 275)	6 791
Ecarts de conversion	(13 639)		(13 639)
Résultat de l'exercice / de la période	64 560	320	64 880
Intérêts minoritaires	320		320
Capitaux propres	475 596	(5 955)	469 641
Emprunts obligataires convertibles (+1 an)	116 889		116 889
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+1 an)	-		-
Autres passifs financiers non courants	2 451		2 451
Passifs financiers non courants	119 340		119 340
Provisions pour risques et charges long terme	14 065		14 065
Avantages du personnel long terme	33 272	8 515	41 787
Impôts différés passif	4 142		4 142
Dettes sur titres long terme	368		368
Autres passifs long terme	280		280
Autres passifs non courants	52 127	8 515	60 642
Total passif non courant	171 467	8 515	179 982
Fournisseurs et comptes rattachés	71 978		71 978
Dettes fiscales exigibles	78 106		78 106
Avantages du personnel courants	151 099		151 099
Dettes sur immobilisations	2 683		2 683
Autres dettes courantes	41 439		41 439
Fournisseurs et autres créditeurs courants	345 305		345 305
Provisions pour risques et charges court terme	15 703		15 703
Dettes sur titres court terme	245		245
Passifs financiers courants	227 266		227 266
Autres passifs courants	243 214		243 214
Total passif courant	588 519		588 519
TOTAL PASSIF	1 235 582	2 560	1 238 142



Note 7 Notes relatives à certains postes du bilan

7.1. Ecarts d'acquisition nets

L'évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition s'analyse de la façon suivante :

Solde au 31 décembre 2012	323 703
Compléments de prix	18
Pertes de valeur	
Variation de périmètre	110 809
Variation de change	(2 606)
Autres mouvements	0
Solde au 30 juin 2013	431 924

Le poste variation de périmètre comprend notamment :

 une augmentation de 3 070 milliers d'euros du fait de l'acquisition du groupe AirCad en France et en Suisse; une augmentation de 107 739 milliers d'euros du fait de l'acquisition du groupe IndustrieHansa en Allemagne, Chine, Grande Bretagne et Etats Unis.

Les principales UGT contributrices aux écarts d'acquisition nets sont détaillées cidessous :

Principales contributrices (<i>en milliers d'euros</i>)	
France – Technologies Industrielles	61 270
Italie	57 593
France – Systèmes d'Information	46 581
Espagne	45 072
Allemagne/Autriche	133 428
Cambridge UK	33 601
Autres	54 379
Total	431 924

Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentant des indices de perte de valeur au 30 juin 2013 ont fait l'objet d'un test de dépréciation.

Aucune dépréciation n'a été constatée en compte de résultat.



Le taux d'actualisation *WACC* utilisé au 30 juin 2013 est de 9,44 % et le taux de croissance de chiffre d'affaires à l'infini de 2 %.

Les résultats des tests de sensibilité pratiqués sur les dépréciations des écarts d'acquisition sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Taux WACC		8.44%	9.44%	10.44%
Taux de croissance infini du chiffre	2.00%	0	0	0
d'affaires	1.00%	0	0	0

Par ailleurs, une analyse de sensibilité à une variation du taux d'EBIT a fait apparaître qu'une diminution du taux d'EBIT de 3 % entraînerait une dépréciation de 8,5 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'UGT Italie.



7.2. Immobilisations incorporelles

		Frais de			T0711
En milliers d'euros Au 31 décembre 2012	Marques	Développement	Logiciels	Autres	TOTAL
Valeur brute à l'ouverture	2 045	4 374	31 063	2 348	39 830
Amortissements et provisions	(1 785)	(3 418)	(22 353)	(566)	(28 122)
Valeur nette à l'ouverture	260	956	8 710	1 782	11 708
Mouvements sur la période :					
Acquisitions	21	141	2 368	2 008	4 538
Cessions					-
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(5)	(236)	(2 410)	(42)	(2 693)
Variation de périmètre		5 9	734		793
Variation de change	2	(37)	(82)		(117)
Autres mouvements	122	(1)	854	(1 220)	(245)
TOTAL MOUVEMENTS (valeur nette):	140	(74)	1 464	746	2 276
Au 30 Juin 2013					
Valeur brute à la clôture	2 2 9 2	4 5 4 7	37 263	3 123	47 225
Amortissements et provisions	(1 892)	(3 665)	(27 089)	(595)	(33 241)
Valeur nette à la clôture	400	882	10 174	2 528	13 984

Au niveau du groupe, les dépenses au titre des frais de développement ont été activées à hauteur de 141 milliers d'euros au cours de l'année 2013. La valeur brute cumulée des frais de développement au 30 juin 2013 est de 4 547 milliers d'euros.



7.3. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations générales, agencements et aménagements	Matériel de bureau et informatique et mobilier	Autres	Total
Au 31 décembre 2012						
Valeur brute à l'ouverture	880	14 934	29 243	60 683	4 388	110 128
Amortissements et dépréciations		(5 676)	(16 120)	(46 580)	(3 426)	(71 802)
Valeur nette à l'ouverture	880	9 258	13 123	14 103	962	38 326
Mouvements sur la période :						
Acquisitions		166	1 717	3 589	667	6 139
Cessions			(437)	(580)		(1 017)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations		(170)	(1 015)	(3 065)	(441)	(4 691)
Variation de périmètre			536	777	80	1 393
Variation de change		(398)	(102)	(150)	(3)	(653)
Autres mouvements			51	272	(79)	244
TOTAL MOUVEMENTS (valeur nette):		(402)	750	843	224	1 415
Au 30 Juin 2013						
Valeur brute à la clôture	880	14 490	30 302	67 503	5 301	118 476
Amortissements et provisions		(5 634)	(16 429)	(52 557)	(4 115)	(78 735)
Valeur nette à la clôture	880	8 856	13 873	14 946	1 186	39 741

Le Groupe détient en propre des terrains et des immeubles en France, en Italie et au Royaume-Uni pour un montant de 9 millions d'euros.

Il n'existe pas d'immobilisation corporelle entièrement amortie qui soit encore utilisée pour des montants significatifs. Pour le 1er semestre 2013, les dotations nettes aux amortissements relatives aux immobilisations corporelles s'élèvent à -4 691 milliers d'euros, dont -5 198 milliers d'euros sont inclus dans les dotations aux amortissements et provisions nettes et 507 milliers d'euros dans le résultat opérationnel non récurrent.



7.4. Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	Juin 2013	Déc. 2012
Disponibles à la vente		
Pépinière Cambridge Consultants	3 004	1 932
Prêts et créances générés par le Groupe		
Prêts effort construction	10 418	8 995
Dépôts et cautionnements	7 255	8 819
	17 673	17 814
Autres actifs financiers		
Autres titres de participation	1 184	1 191
Prêts obligataires	1 379	1 367
	2 563	2 558
Total	23 240	22 304

Au cours du 1er semestre 2013, la variation de 936 milliers d'euros relative aux actifs financiers non courants s'explique notamment par l'augmentation des prêts effort construction pour 1 423 milliers d'euros, une baisse des dépôts et cautionnements pour 1 564 milliers d'euros et 1 072 milliers d'euros investis dans la pépinière Aveillant par Cambridge Consultants Limited.

7.5. Autres actifs non courants:

Les autres actifs non courants sont essentiellement constitués :

- des prix de cession sur titres de participation dont l'échéance est supérieure à un an pour un montant de 3 636 milliers d'euros ;
- de créances clients dont l'échéance est supérieure à un an recouvrables pour un montant de 2 806 milliers d'euros ;
- de créances sur organismes sociaux et fiscaux dont l'échéance est supérieure à un an pour un montant de 52 815 milliers d'euros.



7.6. Clients et comptes rattachés, nets de provision pour dépréciation

Les créances clients sont à échéance d'un an au plus.

	Juin 2013			Déc. 2012			
En milliers d'euros	Total	Echues	Non échues	Total	Echues	Non échues	
Clients et comptes rattachés nets	488 016	72 981	415 035	437 211	57 636	379 575	

Analyse de la variation de la provision pour créances clients et comptes rattachés (en milliers d'euros) :

31/12/2012		Reprises de l'exercice		Variations de périmètre	Autres variations	30/06/2013
(5 549)	(1247)	1 046	13	(540)	1 982	(4295)

Les créances clients, nettes de dépréciation, dont l'échéance est dépassée s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Juin 2013	Déc. 2012
Échéances inférieures à 1 mois	37 101	35 105
Échéances comprises entre 1 et 3 mois	20 322	14 311
Échéances supérieures à 3 mois	15 558	8 220
Total créances échues	72 981	57 636

Le Groupe reste responsable du recouvrement des créances clients cédées dans le cadre de contrats d'affacturage. Aussi ces créances sont maintenues à l'actif avec une contrepartie en « Passifs financiers courants ».



Leur comptabilisation impacte les comptes de la manière suivante (en milliers d'euros) :

Actif	Juin 2013	Déc. 2012
Clients et comptes rattachés	190 241	219 790
Annulation du dépôt de garantie	(38 805)	(44 672)
	151 436	175 118

Passif	Juin 2013	Déc. 2012
Passifs financiers courants	151 436	175 118
	151 436	175 118

7.7. Autres créances

Ce poste comprend notamment les créances fiscales et les autres créances d'exploitation.

7.8. Actifs financiers courants

Ce poste comprend des dépôts et cautionnements dont l'échéance est inférieure à un an.

7.9. Capitaux propres et résultat par action

Le cours moyen semestriel 2013 de l'action Altran Technologies, utilisé pour ces analyses, est de 5,65 euros.

Au 30 juin 2013, le capital social d'Altran Technologies s'élève à 87 342 746 euros, divisé en 174 685 492 actions ordinaires. Sur la période 29 835 636 actions ont été émises, liée essentiellement à

l'augmentation de capital réalisée en mai 2013 au titre de la conversion des obligations OCEANE. Au cours de la période close le 30 juin 2013, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'est élevé à 153 421 779 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'est élevé à 153 899 440 actions.



Composition du capital social	Nombre	Valeur nominale	
Actions composant le capital social en début d'exercice	144 849 856	0,50€	
Augmentation de capital - constations de la conversion d'Océanes	29 644 052	0,50€	
Augmentation du capital - dans le cadre du plan d'actionnariat salarié	191 584	0,50€	
Elimination des titres détenues en autocontrôle	(745 500)	0,50€	
Actions composant le capital social en fin d'exercice (hors autocontrôle)	173 939 992	0,50 €	

	Juin 2013	Déc. 2012 *	Juin 2012 *
Résultat net revenant à Altran Technologies	15 134	64 880	30 319
Impact des paiements en actions ayant un effet dilutif	299	654	366
Actions ordinaires (nombre moyen pondéré)	153 421 779	144 557 546	144 701 122
Options attribuées avec effet dilutif	477 661	120 686	56 346
Résultat de base par action (euro)	0.10	0.45	0.21
Résultat dilué par action (euro)	0.10	0.45	0.21

	Juin 2013	Déc. 2012 *	Juin 2012 *
Résultat net revenant à Altran Technologies des activités poursuivies	15 134	67 417	32 723
Impact des paiements en actions ayant un effet dilutif	299	654	366
Actions ordinaires (nombre moyen pondéré)	153 421 779	144 557 546	144 701 122
Options attribuées avec effet dilutif	477 661	120 686	56 346
Résultat par action (euro)	0.10	0.47	0.23
Résultat dilué par action (euro)	0.10	0.46	0.22

	Juin 2013	Déc. 2012 *	Juin 2012 *
Résultat net revenant à Altran Technologies des activités abandonnées	0	(2 537)	(2 404)
Impact des paiements en actions ayant un effet dilutif			
Actions ordinaires (nombre moyen pondéré)	153 421 779	144 557 546	144 701 122
Options attribuées avec effet dilutif	477 661	120 686	56 346
Résultat par action (euro)	-	- 0.02	- 0.02
Résultat dilué par action (euro)	-	- 0.02	- 0.02

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).



- Les instruments suivants dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen du 1^{er} semestre 2013 avec effet dilutif estimé à ce jour concernent :
 - le plan d'actions gratuites mis en place en janvier 2012, portant sur un maximum d'actions gratuites 345 000 pour les bénéficiaires en et 197 500 pour France les bénéficiaires hors de France. L'exercice de ce plan donnerait respectivement lieu à l'émission de 128 691 actions nouvelles pour les bénéficiaires en France et 73 670 nouvelles pour actions les bénéficiaires hors de France.
 - le plan d'options de souscription d'actions mis en place en décembre 2007 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 1113377 et dont la

- conversion produirait un effet dilutif de 275 300 actions.
- 2. Les instruments suivants, dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen du 1er semestre 2013, pourraient éventuellement diluer le résultat de base par action dans le futur, mais ne sont pas inclus dans le calcul du résultat dilué par action cidessus :
 - le plan d'options de souscriptions d'actions mis en place en décembre 2005 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 874 582;

Les caractéristiques des plans d'options de souscriptions d'actions sont présentées au paragraphe 8.4.



7.10. Endettement financier net

En milliers d'euros	Juin 2013	Déc. 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	118 185	178 057
Trésorerie Passive		
Trésorerie Nette	118 185	178 057
Emprunts obligataires convertibles (+1an)	0	116 889
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+1 an)	122 000	
Autres passifs financiers non courants	993	2 451
Emprunts obligataires courants	0	8 868
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit courants	23 926	30 253
Concours bancaires (*)	171 359	187 403
Autres dettes financières courantes	503	742
Endettement Financier Brut	318 781	346 606
ENDETTEMENT FINANCIER NET	(200 596)	(168 549)

(*) : y compris affacturage (voir détail au paragraphe 7.5)

L'endettement financier net correspond à la différence entre le total des passifs financiers et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Par rapport au 31 décembre 2012, la dette nette du Groupe a augmenté de 32 047 milliers d'euros pour s'établir à 200 596 milliers d'euros au 30 juin 2013.

Equivalents de trésorerie

La valeur de marché des équivalents de trésorerie au 30 juin 2013 s'élève à 77 618 milliers d'euros et se décompose comme suit :



En milliers d'euros	Juin 2013	Déc. 2012
Certificats de dépôts & autres	77 280	89 984
Sicav et FCP	338	54 584
TOTAL	77 618	144 568

Echéancier de l'endettement financier brut

Le tableau ci-après présente une répartition, y compris intérêts courus et après prise en compte des effets des instruments de couverture, de l'endettement financier brut par catégorie et par échéance annuelle contractuelle :

En milliers d'euros	Moins de 1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Au delà
Emprunts obligataires convertibles (+1an)						
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+1 an)		24 400	24 400	24 400	24 400	24 400
Autres passifs financiers non courants		132	425	1 025	(589)	
Passifs financiers long terme	0	24 532	24 825	25 425	23 811	24 400
Emprunts obligataires convertibles (-1 an)						
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit courants	23 926					
Concours bancaires	171 359					
Autres dettes financières courantes	503					
Passifs financiers court terme	195 788	0	0	0	0	0
Total	195 788	24 532	24 825	25 425	23 811	24 400

L'échéancier des dettes financières se résume comme suit au 30 juin 2013 :

- à moins d'un an : 61,42%

- de 1 à 5 ans : 30,93%

- à plus de 5 ans : 7,65%



Principales évolutions des lignes de crédit

Altran a signé le 29 janvier 2013 un accord avec ses banquiers assurant un accès complet à des lignes de crédit, exclusivement destinées à financer totalement ou partiellement des opérations de croissance externe, représentant 150 millions d'euros au 30 juin 2013 en complément du crédit révolving signé en date du 4 juillet 2008 représentant 12,6 millions d'euros et dont la maturité est présentée ci-dessous :

En millions d'euros	Juin 2013				_	Déc. 2015	Juin 2016		Juin 201 <i>7</i>		
Credit Capex	150.0	150.0	150.0	131.2	112.5	93.8	75.0	56.3	37.5	18.8	0,0
Total	150.0	150.0	150.0	131.2	112.5	93.8	75.0	56.3	37.5	18.8	0,0

Au 30 juin 2013, l'intégralité des lignes de crédit révolving moyen terme était mobilisée, soit 12,6 millions d'euros et 122 millions d'euros au titre du crédit Capex.

La variation de la juste valeur des instruments financiers de taux *Cap* et *Floor* et *Swap* est comptabilisée :

 en capitaux propres pour la valeur intrinsèque pour un montant positif de 902 milliers d'euros dont 1 376 milliers d'euros de valeur brute et (474) milliers d'euros d'impôts différés. en résultat financier pour la valeur temps pour un montant négatif de (297) milliers d'euros ayant généré une économie d'impôts différés de +102,1 milliers d'euros.

L'ensemble des informations relatives aux risques de liquidités sont décrites dans la note 4, paragraphe 4.1, du présent document « Risque de liquidité».



7.11. Provisions pour risques et charges

L'évolution des provisions pour risques et charges court et long terme sur la période s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	Déc. 2012 *	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Reprise (prov. non utilisée)	Variation de change		Autres variations	Juin 2013
Provision litiges sociaux	2 232	316	(97)	(204)		1 750		3 997
Provision autres litiges	1 271		(15)	(10)				1 246
Provisions pour risques filiales	-					186		186
Provisions pour garanties	20				(1)			19
Provision litiges et pénalités fiscales	450		(237)	(213)				-
Provision sur pertes à terminaison	-							-
Provision autres risques	9 189	565	(2 400)			500		7 854
Provision pour restructuration	369	66	(64)	9				380
Autres provisions pour charges	534	17	(467)					84
Total long terme	14 065	964	(3 280)	(418)	(1)	2 436	-	13 766
Provision litiges sociaux	6 591	839	(1 036)	(509)		(500)		5 385
Provision autres litiges	451	5 200	(105)	(2)	(1)			5 543
Provisions pour garanties	-							-
Provision litiges et pénalités fiscales	1 612	2	(6)	(496)	(14)			1 098
Provision sur pertes à terminaison	182	47	(181)					48
Provision autres risques	676	157	(89)	(49)	(1)	204		898
Provision pour restructuration	6 186	1 989	(2 037)	195	(2)	3 998		10 329
Provision autres charges	5		(5)					(0)
Total court terme	15 703	8 234	(3 459)	(861)	(18)	3 702	-	23 301

(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

Une provision pour litige a été constituée sur la période, dans le cadre du litige commercial pour lequel une filiale étrangère d'Altran Technologies avait été assignée par voie de procédure d'arbitrage.



Provisions pour restructuration

L'évolution des principales provisions pour restructuration s'analyse comme suit :

En milliers d'euros Plan Albatros	Déc. 2012	Dotations	Reprises	Ecart de change	Variation de périmètre	Juin 2013
Coûts salariaux	1 313					1 313
Rationalisation des baux locatifs						-
Autres						-
Total	1 313	-	-	_	-	1 313

<i>En milliers d'euros</i> Plan de performance	Déc. 2012	Dotations	Reprises	Ecart de change	Variation de périmètre	THE PART OF THE PA
Coûts salariaux	458	175	(98)			535
Rationalisation des baux locatifs	9		(9)			-
Autres	-					-
Total	467	175	(107)	-	-	535

En milliers d'euros Plan effet crise	Déc. 2012	Dotations	Reprises	Ecart de change	Variation de périmètre	1111W 2/A112
Coûts salariaux	1 727	30	(355)	(2)		1 400
Rationalisation des baux locatifs	-					-
Autres	12					12
Total	1 739	30	(355)	(2)	-	1 412

En milliers d'euros Plan relance	Déc. 2012	Dotations	Reprises	Ecart de change	Variation de périmètre	Hillin 2013
Coûts salariaux	1 642	1 850	(409)		1 872	4 955
Rationalisation des baux locatifs	1 394		(1 026)		2 125	2 493
Autres	-					-
Total	3 036	1 850	(1 435)	-	3 997	7 448



7.12. Avantages du personnel

Les dettes relatives aux avantages du personnel et organismes sociaux se présentent comme suit :

En milliers d'euros	Juin 2013	Déc. 2012 *	Variation
Personnel et organismes sociaux	171 365	151 099	20 266
	171 365	151 099	20 266
Avantages du personnel non courants	44 808	41 787	3 021
	44 808	41 787	3 021
Total	216 173	192 886	23 287

(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

L'engagement total du Groupe au titre des régimes de retraites et des avantages postérieurs à l'emploi, comptabilisés en « avantages du personnel non courants », porte essentiellement sur la France, l'Italie et la Suisse. Les actifs de couverture sont essentiellement localisés en Suisse. Ils sont essentiellement composés des fonds de communs de placement, actifs généraux de compagnies d'assurances ou actions.

7.13. Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes auprès des fournisseurs s'élèvent à 77 089 milliers d'euros au 30 juin 2013 contre 71 978 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

	Juin 2013			Décembre 2012		
En milliers d'euros	Total	Echues	Non échues	Total	Echues	Non échues
Fournisseurs et comptes rattachés nets	77 089	16 208	60 881	71 978	12 144	59 834

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés, dont l'échéance est dépassée s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Juin 2013	Décembre 2012
Échéances inférieures à 1 mois	8 680	6 798
Échéances comprises entre 1 mois et 3 mois	5 455	3 355
Échéances supérieures à 3 mois	2 073	1 991
TOTAL DETTES ECHUES	16 208	12 144



7.14. Autres dettes courantes

Ce poste comprend essentiellement la part facturée d'avance des produits et services concourant au chiffre d'affaires.

7.15. Dettes sur titres court terme

Ce poste est composé des compléments de prix restant à payer.



Note 8 Notes relatives au compte de résultat

8.1. Information sectorielle au 30 juin 2013

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs Opérationnels », le Groupe est tenu de communiquer une information financière sectorielle qui est basée sur le *reporting* interne examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources.

Les zones se définissent ainsi :

France

Nord: Allemagne, Autriche,

Benelux, Norvège,

Roumanie, Royaume-Uni,

Suède, Suisse

Sud: Espagne, Italie, Portugal

Reste du monde : Amérique du Nord, Asie,

Moyen-Orient, Tunisie

Information sectorielle

Au 30 juin 2013 En millions d'euros	France	Nord	Sud	Reste du monde	Elim. inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires						
Externe	370	259	156	24		809
Intersecteurs	18	6	4	2	(30)	-
Total chiffre d'affaires	388	265	160	26	(30)	809
Total produits d'exploitation	400	266	162	26	(30)	824
Total charges d'exploitation	(380)	(248)	(150)	(26)	30	(774)
Résultat opérationnel courant	20	18	12	-		50
% Résultat opérationnel courant	5.1%	7.0%	7.2%	0.5%		6.2%
Actifs par zone	1 120	311	135	21	(206)	1 381
Actifs non alloués						
Titres mis en équivalence						
Total actif	1 120	311	135	21	(206)	1 381



Au 30 juin 2012 * En millions d'euros	France	Nord	Sud	Rest e du monde	Elim. int er- sect eur	Tot al
Chiffre d'affaires						
Externe	381	183	152	17	-	733
Intersecteurs	17	6	5	2	(30)	(0)
Tot al chiffre d'affaires	399	189	156	19	(30)	733
Total produits d'exploitation	409	191	157	19	(30)	746
Total charges d'exploitation	(380)	(176)	(144)	(20)	30	(690)
Résultat opérationnel courant	29	15	13	(1)	-	56
% Résultat opérationnel courant	7,0%	7,8%	8,5%	-3,1%		7,6%
Actifs par zone	1 040	303	194	4	(371)	1 170
Actifs non alloués	-	-	-	-	-	-
Titres mis en équivalence	-	-	-	-	-	-
Tot al act if	1 040	303	194	4	(371)	1 170

(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

La France intègre les filiales opérationnelles et le siège social du Groupe (organes de direction et les services transverses).

Altran affiche un solide 1er semestre 2013 avec croissance affichée de 10,5% de son chiffre d'affaires qui s'établit à 809,2 millions d'euros contre 732,6 millions d'euros au 1er semestre 2012 intégrant un effet favorable lié aux variations de périmètre de 9,4% et un effet défavorable lié

aux jours ouvrés de 1,4% et aux variations de taux de change de 0,2%.

Malgré cette croissance, la rentabilité du Groupe est en baisse de 1,4 point pour atteindre 50,1 millions d'euros et 6,2 % du chiffre d'affaires. La séquence de jour ouvré particulièrement défavorable au 1er semestre 2013 explique principalement cette détérioration.

8.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012	Variation
Ventes de biens	6 569	2 989	+ 119,8%
Prestations de services	802 416	729 444	+ 10,0%
Redevances	212	151	NS
Total	809 197	732 584	+ 10,5%



8.3. Charges externes

Au 30 juin 2013, les charges externes se décomposent comme suit:

En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012	Variation
Sous-traitance	57 663	51 719	+ 11,5%
Locations simples et charges annexes	23 049	22 437	+ 2,7%
Formation	5 017	4 379	+ 14,6%
Honoraires et services externes	12 735	10 701	+ 19,0%
Transports, voyages, déplacements	31 357	29 516	+ 6,2%
Autres achats et services extérieurs	26 030	21 636	+ 20,3%
Total	155 851	140 388	+ 11,0%

L'analyse des variations est détaillée dans le rapport d'activité au paragraphe 2 « Charges opérationnelles courantes ».

8.4. Charges de personnel

Au 30 juin 2013, les charges de personnel, incluant le crédit CICE, se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012 *	Variation
Traitements et salaires (y compris charges sociales)	596 350	527 439	+ 13.1%
Participation des salariés	(309)	392	- 178.8%
	596 041	527 831	+ 12.9%
Charges relatives à des paiements en actions	299	366	- 18.3%
Avantages du personnel long terme	2 539	1 585	+ 60.2%
Total	598 879	529 782	+ 13.0%

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

Paiements en actions

Le coût total de la rémunération en actions est de 299 milliers d'euros au 30 juin 2013 contre 366 milliers d'euros au 30 juin 2012 et concerne exclusivement le plan d'actions gratuites sous conditions de performances mis en place le 31 janvier 2012 (atteinte d'objectif de rentabilité et de délai de recouvrement des créances commerciales).



Les principales caractéristiques des plans sont les suivantes :

		Stock options		Act ions grat	t uit es 2012
	2005 (a)	2005 (a)	2007 (a)	France	Hors de France
Date d'assemblée	28/06/2004	28/06/2004	29/06/2005	10/06/2011	10/06/2011
Date du conseil d'administration ou du directoire	15/06/2005	20/12/2005	20/12/2007	31/01/2012	31/01/2012
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou allouées à la date d'octroi	340 000	2 630 000	2 589 830	390 000	232 500
dont mandataires sociaux	200 000	210 000	100 000	0	0
dont nombre d'actions pouvant être souscrites ou allouées par les 10 salariés les mieux rémunérés	340 000	635 000	340 000	130 000	0
Solde au 30 juin 2013	0	245 285	242 715	130 000	0
Date de départ d'exercice des options	16/06/2009	21/12/2009	21/12/2011		
Date d'attribution définitive des actions gratuites				Début 2014	31/01/2016
Date d'expiration d'exercice des options	15/06/2013	20/12/2013	20/12/2015		
Date de fin de période d'incessibilité des actions gratuites				Début 2016	31/01/2016
Prix de souscription des options / cours de référence des actions (en euros)	7,17€	9,52€	4,25€	3,54€	3,54€
Modèle de valorisation utilisé	Black&Scholes	Black&Scholes	Hull&White	Binomial	Binomial
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou allouées au 31/12/2012	132 369	945 314	1 327 192	355 000	232 500
Droits créés en 2013					
Droits perdus en 2013	132 369	70 732	22 231	10 000	35 000
Droits exercés en 2013			191 584		
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou allouées au 30/06/2013	0	874 582	1 113 377	345 000	197 500

⁽a) A la suite de l'augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription du 29 juillet 2008, les prix d'exercice et le nombre d'actions des différents plans d'options de souscription ont été ajustés afin de tenir compte de l'émission de 24 900 364 actions.

Les actions gratuites ont été évaluées à la date d'octroi selon un modèle reprenant les recommandations du CNC.

Les principaux paramètres de marché utilisés pour valoriser ce coût notionnel d'incessibilité et déterminés en date d'attribution, sont les suivants :

- Cours comptant de l'action Altran au 31 janvier 2012 : 3,54 euros
- Taux d'intérêt sans risque : 6,41 %
- Taux d'intérêt d'un crédit de trésorerie non affecté à 5 ans applicable aux

- acteurs de marchés bénéficiaires des titres incessibles : 2 %
- Période d'acquisition des droits : 2 ans pour les salariés ayant un contrat de travail français assortie d'un engagement de conservation de 2 années supplémentaires, 4 ans pour les salariés ayant un contrat hors de France.

Le coût notionnel d'incessibilité des titres souscrits exprimé en pourcentage du cours spot à la date d'octroi est négligeable.



8.5. Dotations aux amortissements et provisions nettes

En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012 *	Variation
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	(7 892)	(6 656)	+ 18,6%
Provisions sur actif circulant	(170)	(53)	+ 220,8%
Provisions pour risques et charges	4 206	(1 765)	- 338,3%
Total	(3 856)	(8 474)	- 54,5%

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

8.6. Autres produits et charges opérationnels non récurrents

En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012
Résultat de cession des immobilisations corporelles & incorporelles	(4)	(4)
Résultat de cession & liquidation des titres consolidés	(766)	688
Reprise de provision nette sur litiges	(37)	134
Rachat d'intérêts minoritaires		84
Coûts exceptionnels relatifs à des exercices précédents		(450)
Coûts des programmes d'acquisition	(1 357)	
Cession d'activité	(49)	287
Coûts des programmes de fusion	(65)	
Litige commercial	(5 400)	
Charges de restructuration	(15 777)	(9 976)
Dotations nettes de reprises restructuration	349	6 803
Autres	4	14
Total	(23 102)	(2 420)

Le résultat opérationnel non récurrent de (23 102) milliers d'euros comprend :

- la perte sur liquidation de la société Sutherland Consulting UK pour (764) milliers d'euros ;
- les coûts des programmes d'acquisition : (1 357) milliers d'euros ;
- des provisions pour litiges commerciaux (5 400) milliers d'euros ;



- un impact net de (15 428) milliers d'euros au titre des plans de restructuration dont une analyse par nature vous est présentée ci-dessous :

Coûts de restructuration

En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012
Charges de restructuration		
Plan albatros		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux		
Rationalisation baux locatifs		
Autres		
	0	0
Plan de performance		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux	(127)	(174)
Rationalisation baux locatifs	(9)	(17)
Autres		
	(136)	(191)
Plan Effet Crise		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux	(421)	(64)
Rationalisation baux locatifs		
Autres		
	(421)	(64)
Plan Relance		
Mises au rebut des agencements		(1 759)
Coûts salariaux	(12 820)	(5 866)
Rationalisation baux locatifs	(2 286)	(1 772)
Autres	(114)	(324)
	(15 220)	(9 721)
Total	(15 777)	(9 976)



En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012
Dotations nettes de reprises		
Plan albatros		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux		8
Rationalisation baux locatifs		
Autres		
	0	8
Plan de performance		
Mises au rebut des agencements		187
Coûts salariaux	(77)	175
Rationalisation baux locatifs	9	17
Autres		
	(68)	379
Plan Effet Crise		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux	325	
Rationalisation baux locatifs		
Autres		
	325	0
Plan Relance		
Mises au rebut des agencements	507	1 683
Coûts salariaux	(1 441)	2 433
Rationalisation baux locatifs	1 026	2 295
Autres		5
	92	6 416
Total	349	6 803



Détail de la charge nette

En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012
Coûts salariaux	(14 561)	(3 488)
Rationalisation baux locatifs + mises au rebut des agencements	(753)	634
Autres	(114)	(319)
Total	(15 428)	(3 173)

8.7. Coût de l'endettement financier net

En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012 *
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 394	878
Résultat de cession d'équivalents de trésorerie	83	97
	1 477	975
Coût de l'endettement financier brut		
Charges d'intérêts relatifs à l'emprunt obligataire	(292)	(7 541)
Charges d'intérêts sur autres opérations de financement	(5 389)	(2 435)
	(5 681)	(9 976)
Coût de l'endettement financier net	(4 204)	(9 001)

(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

Le coût de l'endettement financier net de (4 204) milliers d'euros inclut les intérêts sur emprunt obligataire à hauteur de (292) milliers d'euros et les intérêts sur découverts et crédits moyen terme pour (5 389) milliers d'euros.



8.8. Autres produits et charges financiers

En milliers d'euros	Juin 2013	Juin 2012 *
Produits financiers		
Profit sur cession des autres immobilisations financières		
Produits financiers d'actualisation	208	193
Gains de change	1 556	2 839
Reprise prov. dépréciation des titres non consolidés et des autres actifs financiers non courants	12	
Gains sur instruments financiers		78
Autres produits financiers	43	39
	1 819	3 149
Charges financières		
Perte sur cession des autres immobilisations financières		
Dépréciation des titres non consolidés et des autres actifs financiers non courants		
Dotation aux avantages du personnel	(677)	(724)
Pertes de change	(591)	(1 101)
Charges financières d'actualisation	(353)	(334)
Pertes sur instruments financiers	(31)	
Pertes sur dérivés de trading	(44)	
Autres charges financières	(37)	(39)
	(1 733)	(2 198)

^(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19R (cf. note 6).



8.9. Charge d'impôts

Les différences entre l'impôt sur les résultats pris en charge et l'impôt théorique obtenu en appliquant le taux d'imposition français sont les suivantes :

	Juin 2013	Juin 2012*
Résultat net du Groupe	15 134	30 319
Intérêts des minoritaires	(1)	(77)
Résultat net des activités abandonnées		(2 404)
Charge/Produit d'impôts	(7 722)	(12 453)
Dépréciation des écarts d'acquisition		
Résultat avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	22 857	45 253
Charge d'impôt théorique au taux de la maison mère (33,33%)	(7 618)	(15 839)
– Autres impôts exigibles sur le résultat	(7 435)	(7 289)
- Variation des dépréciations d'impôts différés actifs	1 594	2 771
- Différentiel de taux des pays étrangers	2 826	1 388
- Autres différences permanentes	2 911	6 516
Impôt effectif constaté	(7 722)	(12 453)
TAUX D'IMPÔT EFFECTIF	34%	28%

(*) Les données 2012 sont retraitées de l'impact de la révision de la norme IAS19 (cf. note 6).

Les autres impôts exigibles sur le résultat correspondent principalement à des impôts secondaires acquittés en France (4,9 millions d'euros), en Italie (1,7 million d'euros) et en Allemagne (0,5 million d'euros).

8.10. Résultat des activités abandonnées

En application de la norme IFRS 5, les éléments du compte de résultat d'Arthur D. Little sont présentés sur une ligne dédiée « Résultat net des activités abandonnées » pour les exercices 2012 (après élimination des intra-groupe).



L'évolution du résultat net des activités abandonnées est la suivante :

En millions d'euros	Juin 2013	Déc. 2012	Juin 2012
Chiffre d'affaires	-	-	-
Résultat opérationnel courant	-	-	-
Résultat opérationnel	-	(3,9)	(3,7)
Résultat financier	-	-	-
Charge / Produit d'impôts	-	1,4	1,3
RESULTAT NET DES ACTIVITES ABANDONNEES	-	(2,5)	(2,4)

Les principaux indicateurs de compte de résultat des activités abandonnées sont les suivants :

En millions d'euros	Juin 2013	Déc. 2012	Juin 2012
Résultat des activités abandonnées	-	-	-
Plus ou moins value de cession des titres	-	(3,7)	(3,7)
Plus ou moins value de cession des marques	-	(0,2)	-
Effets fiscaux	-	1,4	1,3
RESULTAT NET DES ACTIVITES ABANDONNEES	-	(2,5)	(2,4)

La variation de trésorerie des activités abandonnées se présente de la façon suivante :

En millions d'euros	Juin 2013	Déc. 2012	Juin 2012
Résultat opérationnel	-	(3,9)	-
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	-	0,2	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-	-	-
Flux de trésorerie d'exploitation utilisés par les activités abandonnées (A)	-	-	-
Flux de trésorerie d'investissement utilisés par les activités abandonnées (B)	0,7	3,7	5,3
Flux de trésorerie de financement provenant des activités abandonnées (C)	-	-	-
TOTAL (A) + (B) + (C)	0,7	3,7	5,3



Note 9 Suivi des litiges significatifs et passifs éventuels

Les litiges significatifs et passifs éventuels tels que portés à la connaissance des actionnaires lors de l'approbation des comptes annuels clos le 31 décembre 2012 (pages 15 du Document de Référence 2012), n'ont pas fait l'objet d'évolution significative à la date d'arrêté des comptes du 1er semestre 2013, à l'exception du litige commercial pour lequel une filiale étrangère d'Altran Technologies avait été assignée dans le cadre d'une procédure d'arbitrage.

Note 10 Engagements hors bilan

L'évolution des engagements hors bilan est présentée ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Juin 2013	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Décembre 2012
Engagements donnés					
Cautions, avals et garanties donnés					
- au titre de l'exploitation courante & autres	35 931	13 106	14 826	7 999	28 970
– au titre du financement	40 000	25 000	15 000		40 000
Contrat de location simple (Immobilier et mobilier)					
- Paiements minimaux futurs restants à décaisser (cf. 8.3)	178 501	36 675	91 359	50 467	172 260
Clause de non-concurrence en faveur d'anciens salariés :	798	798	0		873
- montant brut	543	543			594
- charges sociales	255	255			279
Engagements reçus :					
Cautions, avals et garanties reçus					
- au titre de l'exploitation courante & autres	3 868	133	3 735		4 216
– au titre du financement	15 000		15 000		15 000



Note 11	Informations	sur les	parties	liées	 	
Néant.						

Note 12 Evènements postérieurs à la clôture

Le groupe a procédé en date du 12 juillet 2013 à la mise en place d'un emprunt obligataire de 135 millions d'euros dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels. Cet emprunt porte un intérêt fixe de 3,75 % sur 6 ans et permet au groupe de diversifier ses sources de financement à des conditions avantageuses et allonge la maturité moyenne de sa dette.

Les membres du comité exécutif se sont associés, directement et indirectement, au sein de la société par actions simplifiée Altimus qu'ils contrôlent et est dirigée par Monsieur Philippe Salle. Altimus s'est porté acquéreur de 2,4 % du capital de la société Altrafin Participations, société actionnaire de référence d'Altran Technologies.



C. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mazars
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex

Deloitte & Associés 185, avenue Charles de Gaulle B.P. 136 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

S.A. au capital de 8.320.000 € Commissaire aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

S.A. au capital de 1.723.040 €

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Altran Technologies

Société Anonyme 54-56, avenue Hoche 75008 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1er janvier au 30 juin 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Altran Technologies, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes



Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6 de l'annexe qui présente les effets du changement de méthode comptable issu de l'application de la norme IAS 19 modifiée relative aux avantages au personnel.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 4 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars Deloitte & Associés

Jérôme de PASTORS Philippe BATTISTI



D. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Philippe SALLE
Président du Conseil d'Administration & Directeur Général



INNOVATION MAKERS

